N°16
AVR
2012
REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

P.20 COMBAT D'IDÉES
ÉVASION FISCALE : LA LISTE DES 44
Par Gérard Streiff

P.26 NOTES
UN DROIT DE PRÉEMPTION POUR LES SALARIÉS
Par Sylvie Mayer

P.34 HISTOIRE
LES COMMUNISTES ET LE FRONT POPULAIRE
Par Jean Vigreux

LA REVUE DU PROJET

▶ P.6 LE DOSSIER

LE VOTE UTILE ? LE VOTE UTILE !

Parti communiste français

QUEL VOTE UTILE ?

Le potentiel de mobilisation du Front de gauche est ainsi devenu le meilleur atout de la gauche pour gagner et pour, ensuite, réussir. Ne nous laissons pas impressionner. On nous parle de « vote utile » ? Quoi de plus utile que le travail entrepris par le Front de gauche, et le vote pour son candidat ?

Oui, il redevient possible, non seulement d'imaginer que ce sont là les derniers jours de la droite au pouvoir, mais aussi les temps premiers d'une renaissance démocratique et d'une politique de gauche dictée non par le consensus mais par la détermination à combattre la dictature de l'argent. Oui, il redevient possible d'envisager de reprendre la main sur les richesses du pays, sur le pouvoir économique et de le soumettre aux besoins humains et sociaux.

Oui, il redevient possible d'envisager à court et moyen terme l'inversion de l'ordre établi. La portée de ce que nous construisons va bien au-delà de l'échéance présidentielle qui en est la première étape décisive. Ce que nous visons, c'est la mise en mouvement de majorités d'idées et d'action, de majorités électorales et populaires, autour d'objectifs de changement clairs, de majorités agissantes décidées à « ne rien lâcher » tant que ces objectifs ne sont pas atteints.

Oui, ces majorités d'idées et d'action sont possibles si les forces populaires s'en mêlent… »

Adresse de Pierre Laurent au soir du 18 mars : Une nouvelle campagne démarre

Face à des sondages qui s'étiolent et bien que leur candidat soit haut placé, certains au PS remettent en selle la thématique du « vote utile »

C'est aux socialistes de s'interroger sur le pourquoi du manque de dynamique de leur campagne. C'est ce qu'ils devraient faire en premier.

Le vote utile, dans cette circonstance, ne signifie strictement rien. Marine Le Pen est à dix points, presque quinze points derrière. Il n'y a donc pas de danger d'élimination de la gauche pour le second tour. Les socialistes ont décrété qu'ils devaient être le plus haut possible sans faire des propositions de même niveau. En 1981, Mitterrand était second, il a gagné. En 1995, Jospin était premier, il a perdu. J'analyse ces appels au « vote utile » comme un signe de panique dans la campagne de François Hollande. Ils ne savent plus quoi faire. La dernière bûchette qu' ils ont jetée au feu, c'est un truc mal bricolé, la taxation à 75 %. Il y a encore plein d'idées qu'ils peuvent nous prendre : le salaire maximum.

François Hollande pourrait par exemple se prononcer sur le SMIC. Voilà des choses qui feraient avancer sa cause. L'affolement, de leur part, les conduit à créer une situation de division à gauche.

Lorsque vous commencez à gesticuler avec le « vote utile », vous créez un trouble à gauche. »

Extrait de l'interview de Jean-Luc Mélenchon dans l'*Humanité dimanche* du 22 mars

SOMMAIRE

4 FORUM DES LECTEURS/LECTRICES

5 REGARD

Etienne Chosson Resisting the present

6 ▸ 19 LE DOSSIER

LE VOTE UTILE ? LE VOTE UTILE !

Guillaume Quashie-Vauclin Vote utile, sincérité communiste et ambition populaire

Raymond Huard Voter Utile, une mise en perspective historique XIX^e^-XX^e^ siècle

Simon Desmarest « Votez utile ! votez pour moi ! » petite histoire d'une expression

Marlène Coulomb-Gully Responsabilité démocratique de la télévision

Henri Maler Des média de second tour

Alain Garrigou, Richard Brousse La politique soulmis aux sondages

Lydie Benoist Comment vaincre le vote utile ?

Martine Billard Le vote utile est trop souvent un vote inutile

Jean-Paul Lecoq De l'utilité du vote communiste

Guillaume Royer Vote (f)utile et démocratie sondagière

Marion Guenot Derrière le vote utile, le renoncement à l'exercice de la démocratie

20 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff Evasion fiscale : la liste des quarante quatre

22 SONDAGES

Lutte des classes à l'américaine

23 BULLETIN D'ABONNEMENT

24 PROGRAMME DU FRONT DE GAUCHE EN DÉBAT

Guillaume Etievant, Pierre Nicolas, Pierre Lafourcade Pour une copropriété des entreprises

26 NOTES

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE Un droit de préemption pour les salariés en cas de cession de leur entreprise

ÉCOLOGIE L'eau n'est pas une marchandise !

28 REVUE DES MÉDIA

Alain Vermeersch La polémique gauche/droite sur la taxation des riches

30 CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

• Gilles Kepel, *Banlieue de la République*

• Martha C. Nussbaum *Not for Profit*

• Jean-Luc Chappey et al. *Pour quoi faire la révolution*

• Hubert Krivine *La terres des mythes au savoir*

32 COMMUNISME EN QUESTION

Jean Salem Élections, piège à cons ? Que reste-t-il de la démocratie

34 HISTOIRE

Jean Vigreux Les communistes et le front popmulaire

36 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Nicolas Lebrun L'accessibilité c'est dépassé, vive la proximité

38 SCIENCES

Leo Coutellec La démocratie épistémique comme condition d'une science citoyenne

40 CONTACTS / RESPONSABLES DES SECTEURS

Part de femmes et part d'hommes s'exprimant dans ce numéro.

Parce que prendre conscience d'un problème, c'est déjà un premier pas vers sa résolution, nous publions, chaque mois, un diagramme indiquant le pourcentage d'hommes et de femmes s'exprimant dans la revue.

MEDIAPART

Nous disposons d'une édition *La Revue du Projet* publiée et recommandée par la rédaction de **Mediapart**. Nous vous invitons à participer à cette collaboration en réagissant, en commentant et en diffusant largement les contributions que nous mettons en ligne. **http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet**

Note : Pour tout commentaire concernant cette édition, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : **nicolasdutent@gmail.com**

ÉDITO

Patrice Bessac, responsable du Projet

NE TE DEMANDE PAS CE QUE LA REVUE PEUT FAIRE POUR TOI, DEMANDE-TOI CE QUE TU PEUX FAIRE POUR LA REVUE

Camarade lectrice, camarade lecteur : l'heure est grave mais pas désespérée. Après de longs mois durant lesquels vous nous avez demandé d'imprimer *la Revue du Projet* en version papier, j'ai le plaisir de vous informer que ce mois-ci nous répondons positivement à cette juste et légitime revendication. À présent, la balle est dans votre camp amies lectrices et amis lecteurs. Il faut mettre la main au portemonnaie et nous aider à diffuser la *Revue*.

Le ton est badin mais le fond est bien là. Voilà de longs mois durant lesquels une équipe de volontaires, de militants ont consacré leur énergie à la réalisation de cette revue en application de notre décision de congrès. Lectrices et lecteurs, comme vous le savez, ce n'est pas une promenade de santé : ils et elles bossent avec beaucoup de ténacité. Ainsi, qu'il me soit permis de les remercier très chaleureusement et plus encore.

À mes yeux, cette équipe réalise un des besoins essentiels de l'avenir : il s'agit d'une équipe. Il s'agglomère progressivement une génération nouvelle disons de jeunes intellectuels, même s'ils trouveront le terme exagéré. Ils et elles ont comme caractéristique le fait de vouloir mener le débat de fond avant le débat de ligne. En clair, les débats cuits et recuits ne les intéressent que très moyennement et ils et elles sont heureux d'y échapper autant que faire se peut.

Ce refus du bavardage qui se dit politique est l'avenir. Dieu frappant d'orgueil ceux qu'il veut perdre, il est prudent de considérer l'avenir avec une certaine humilité et de ne pas trop vite considérer les évidences comme évidentes.

À ce point de mon éditorial une remarque : je suis frappé dans les formations de base auxquelles j'assiste par la demande d'efficacité qui s'exprime notamment, mais pas seulement, parmi les nouveaux adhérents du Pcf. C'est le cas partout, je crois. Il s'exprime un désir d'aller au combat devant l'urgence des enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées. Il faut répondre à cette volonté d'efficacité c'est-à-dire reconstruire un type de vie commune dans laquelle le débat politique, l'action militante, l'éducation populaire sont clairement identifiés et à leur place.

Un exemple à l'appui de ce propos : le meeting de Lille du Front de gauche a été une très grande réussite. Dans cette réussite, il y a une autre réussite. La fédération du Nord a organisé une équipe de 40 militantes et militants qui sont allés aux contacts des participant-es. Bilan ? Plusieurs milliers de coordonnées recueillies, plus d'une centaine d'adhésions, des centaines de citoyens ayant manifesté leur volonté d'agir.

Cet exemple est à mes yeux archétypal de la situation car il exprime la grande disponibilité de dizaines de milliers de nos concitoyens non seulement à voter mais surtout à se mettre en mouvement, à s'engager.

Or, nous savons que nous ne sommes pas calibrés dans la grande majorité des cas pour accueillir le grand nombre des bonnes volontés. Les pratiques et le nombre de cadres organisateurs disponibles sont trop faibles. D'où s'en suit le fait que nous passons à côté de la grande masse d'énergie citoyenne que nous pourrions déployer. Car sans un minimum d'organisation, il n'y a pas de génération spontanée.

À partir de cet exemple et de bien d'autres, le débat sur les changements nécessaires dans notre vie collective devient intéressant. C'est-à-dire appuyé sur le réel du moment historique... Car sans ce réel, qui frappe à la porte, le débat retourne vite à ses amours décatis, à nos vieux moulins à vent.

Ainsi, pour apporter notre pierre à l'édifice, nous demanderons dans cet esprit à quelques-uns de ces jeunes et moins jeunes amis de se pencher sur ce problème et d'écrire pour vous un numéro spécial de notre revue.

Le risque principal dans la réussite et la victoire est l'assoupissement et l'autosatisfaction. Alors, à bas le conformisme ! Vive ce qui vit ! Vive le réel ! ■

FORUM DES LECTEURS

Le déplacement mondial relatif mais massif, de la production et des forces productives des « biens matériels » au sens strict, des zones de forte consommation vers les zones de faible consommation et à taux de profit supérieur porte le fétichisme de la marchandise à son paroxysme. [...]

P. A.

La crise de la zone euro n'est en fait que l'un des aspects d'une crise globale, conséquence d'un endettement privé insoutenable accumulé dans les pays développés, favorisé par la dérèglementation et la sophistication des montages financiers, la libéralisation des mouvements de capitaux et l'existence d'une masse énorme de capitaux cherchant à se placer (surplus des pays exportateurs, dividendes énormes distribués aux actionnaires...). Un grand merci pour ce rappel.

"Vivre est un village»

> Les milieux dirigeants et les instances européennes veulent utiliser la crise pour atteindre leurs buts de toujours : diminuer les dépenses publiques et sociales, remplacer la démocratie par la dictature de technocrates soumis aux milieux financiers. C'est ce que je me tue à faire admettre depuis bientôt deux ans.
>
> **A. L**

Je suis très heureux de la publication de l'article, *L'Église catholique, la crise et la mondialisation*, qui met l'accent sur l'intérêt des propositions de l'Église dans le domaine économique et financier, dans le domaine social et politique aussi. Des propositions qui ne caressent pas le capitalisme dans le sens du poil. Il n'y a qu'à voir d'ailleurs comment ces textes ont été reçus, par un certain nombre de thuriféraires du libéralisme : ils ont renvoyé l'Église à ses propres affaires en lui enjoignant de ne pas se mêler des affaires sérieuses du monde de la finance. Et qui en a parlé dans la presse ?

Nerac40

À lire *Les économistes atterrés*, j'ai une impression de convergence très forte avec le programme du Front de gauche... La bataille idéologique risque d'être longue.

J. C.

Ce qui manque c'est une vulgarisation de leurs thèses au profit du plus grand nombre.

J. B.

« Si on veut échapper à la catastrophe sociale qui se prépare dans les laboratoires de l'idéologie néolibérale », [...] « la misère programmée » (Henri Sterdyniak) était un concept des libéraux en Argentine. L'expérience devrait être utile à tous.

G. R.

Je veux vous signaler, tout en vous remerciant de la qualité de votre dossier consacré le mois dernier aux *politiques du genre*, un papier de *Libération* daté du 20 mars (article intitulé Cuba Mariela Castro, fidèle aux «déviants») qui ne vous a probablement pas échappé, dans lequel nous pouvons mesurer l'important travail et la mission pédagogique menés par le Cenesex (Centre national d'éducation sexuelle). Nous pouvons ainsi lire au sujet d'une femme fréquentant les lieux : « elle aussi fait partie du petit groupe des seize transsexuels opérés depuis 2007 à Cuba. Sans débourser un peso, une première mondiale. » Je crois qu'il nous faut considérer et méditer cette avancée qui constitue une évolution des mœurs - et des représentations - tout à fait considérables, permises par la ténacité et l'engagement exemplaire de Mariela Castro et son entourage sur l'île cubaine.

Metamec

Écrivez-nous
revue@pcf.fr

Marcela Armas
I-Machinarius, 2008

Pétrole, chaîne industrielle, moteur, système de lubrification
Courtesy de l'artiste et Arróniz Arte Contemporáneo, Mexico
Photographie Carlos Varillas / Fundación Amparo.

RESISTING THE PRESENT, Mexico 2000-2012

Arrivant devant l'entrée de l'exposition, le visiteur est accueilli par un immense USD 50.000, découpé à même le mur. Cette œuvre du collectif Tercerunquinto intitulée *Aucun jeune artiste ne peut résister à un coup de canon de 50 000 dollars* d'après une réflexion d'un des généraux de la révolution mexicaine à propos des militaires donne le ton de l'exposition *Resisting the present* qui se tient au musée d'art moderne de la ville de Paris jusqu'au 8 juillet.

Le parti pris des commissaires est de dresser un panorama de la jeune scène de l'art contemporain mexicain en réunissant 24 artistes nés après 1975. Loin d'être une rétrospective d'un art régional, *Resisting the present* ne présente pas d'œuvres se distinguant par la forme sur la scène internationale mais plus par la teneur profondément politique et polémique de leurs propos.

Narco-trafic présenté comme le stade ultime du capitalisme, manque de crédibilité des grandes institutions internationales, problèmes écologiques, flux migratoires vers les États-Unis, chaque problème qui touche le Mexique se voit réapproprié et transformé dans une des œuvres présentées.

Alors que Juan Pablo Macias a constitué une bibliothèque de deux cents livres subversifs qu'il a recouvert d'un papier de verre noir pour qu'ils abiment systématiquement tous les autres livres de papier, Hector Zamora installe seize manches à air noir symbolisant les organisations internationales montrant chacun une direction différente. Quelques mètres plus loin, un mur de brique rouge bâti au-dessus d'un exemplaire du château de Kafka avoisine la grande fresque rouge et noir de Bayrol Jimenez qui représente dans une danse macabre la réalité géopolitique mexicaine.

Cette exposition, qui détonne par la très grande diversité des media utilisés, est surtout l'occasion de se confronter à des œuvres qui, tout en portant un jugement sévère du monde d'aujourd'hui, n'en sont pas moins un appel à l'action et à la réflexion.

Étienne Chosson

Le « vote utile » est un phénomène aujourd'hui massif et constitue un véritable verrou anti-démocratique autant qu'un obstacle solide au changement. Le présent dossier entend donner à voir l'histoire et les ressorts de cette pratique et suggérer des pistes pour le dépasser enfin et redonner ainsi des couleurs à notre démocratie affadie.

VOTE UTILE, SINCÉRITÉ COMMUNISTE ET AMBITION POPULAIRE

ÉDITO

Guillaume Quashie-Vauclin*

Il hésitait, il tortillait, il susurrait… À présent ça y est ! François Hollande a clairement dégainé sa tapette à mouches préférée : « le vote utile ». De meetings en communiqués, la « dispersion » est désormais l'ennemi n°1 et la tête du premier tour l'objectif prioritaire. On commence même à ressortir du placard le spectre utile de 2002… Et tant pis si le risque de l'élimination de la gauche au second tour est nul grâce au travail accompli (par nous !) contre le FN ! Et tant pis si en 1995 Lionel Jospin, arrivé en tête au premier tour, a été battu au second quand François Mitterrand en 1981 a vécu le scénario exactement inverse… Bref, on touche là au cœur de la bien triste campagne du PS : comme en 2007, la logique est essentiellement *négative, anti*-sarkozyste. « Tous derrière moi pour renvoyer Sarkozy à Neuilly ! Point barre… ».

Mais comment juger une démocratie où une si grosse ficelle a tant d'efficace ? Rappelons qu'en 2007, c'est sans doute (LH2) la moitié des électeurs de Ségolène Royal qui lui avaient confié leur suffrage par seule logique de « vote utile »… Quelle étrange démocratie où plus de *cinq millions* de personnes sont amenées à voter *contre* leurs convictions et leurs intérêts identifiés ! Disons-le tout net : le « vote utile » est un *verrou antidémocratique*, le sinistre symptôme d'une démocratie dégénérée ; c'est l'encouragement à l'abdication du peuple à prendre en mains son destin, une négation de la démocratie en somme…

N'est-il pas temps d'en finir avec cette Ve République et d'en proposer une VIe où chacun, notamment, pourra voter librement grâce au seul scrutin qui le permet, la proportionnelle ?

Mais allons plus loin. Communistes, avons-nous, collectivement, quelque responsabilité dans la progression massive du « vote utile » ? Esquissons une triple hypothèse.

1) N'avons-nous pas intégré une conception bien fruste de « l'avant-garde », en dépit de nos dénégations rituelles ? Pas un communiste, sans confondre gauche et droite, n'ignore en effet combien terrifiantes sont les politiques menées par les sociaux-démocrates dans le monde ni combien inquiétante est la position de François Hollande sur des sujets aussi centraux que les salaires, la retraite, l'éducation, l'industrie… Pour autant, combien de communistes se refusent à dire simplement ce qu'ils pensent à ceux qu'ils rencontrent ? Avant-garde supérieurement tacticienne, ne nous censurons-nous pas sur le PS, laissant ainsi intacte son auréole progressiste charitablement déposée par les papes médiatiques et les cardinaux de la comm' ?

2) C'est qu'évidemment, et c'est la deuxième dimension de l'hypothèse, « la gauche », dans la population, est souvent perçue comme un bloc indistinct de progrès et quiconque ose élever la voix se trouve vite suspecté de division politicienne au service de la droite. Notre grande qualité d'écoute ne nous mène-t-elle pas souvent à refuser le débat sur ce point et à conforter cette vision populaire mais contestable où PS, PCF et FdG sont tout un, vision menant tout droit au « vote utile » ?

3) Dernière dimension : la grosse déprime des années 1990 ne nous a-t-elle pas fait perdre de vue notre immense ambition transformatrice ? Voulons-nous toujours changer radicalement le monde ? Si tel est le cas, comment ne pas voir qu'est bien insuffisant le maigre objectif de « peser » sur un autre que nous ? Comment ne pas voir que cela renforce nécessairement le « vote utile » puisque, à la fin, l'objectif reste bien que ce soit « l'utile » qui gère ? Communistes, nous voulons changer le monde ! Pour cela, nous voulons donc *gagner* les élections et *gouverner*, rendre le pouvoir au peuple et stimuler les luttes, conditions *sine qua non* d'un progrès social et économique effectif.

Nos seuls ennemis sont les droites et leur politique de classe : pas d'antisocialisme primaire donc ; simplement le parti pris de la vérité et de la franchise ; simplement prendre le peuple au sérieux ; simplement donner à voir notre projet singulier. À vrai dire, nous sommes sur le bon chemin, non ?

Bien sûr, toutes les causes de l'essor du « vote utile » à gauche ne sont pas internes, tant s'en faut. Mais justement, tous les signaux sont pour nous au vert (ou au rouge si on préfère…) dans la période *historique* que nous vivons. En avons-nous pris toute la mesure ? Lisons bien les sociologues Guy Michelat et Michel Simon (*Le peuple, la crise et la politique*, hors-série de *La Pensée*, 2012) ; ils nous le montrent avec éclat. Oui, les années 1980 sont finies et avec elles l'adhésion de masse au libéralisme triomphant. Oui, la crise a balayé Lehman Brothers et son souffle chamboule encore tous les esprits. Oui, le torrent populaire est là, bouillonnant, et nul ne sait jusqu'où il ira s'il identifie le vecteur politique utile à ses intérêts – et à vrai dire, il commence… Il y a bien deux gros obstacles : l'abstention et le vote utile – deux faces d'une même pièce, celle du renoncement et du silence populaire. À nous, par nos mille actions de les pulvériser. Si nous y parvenons, c'est une tout autre France qui peut surgir ! Oui, soyons sur tous les fronts, guidés par la « boussole de l'esprit de conquête » (Pierre Laurent). L'heure est propice et le poète a toujours raison :

« Ô camarade
On a comme une impatience de printemps » (Jean Ristat). ■

***Guillaume Quashie-Vauclin** est coordonnateur de ce dossier.

VOTER UTILE, UNE MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE XIXe-XXe SIÈCLE

Si le terme « vote utile » est apparu assez récemment dans la vie politique française, la notion d'utilité n'en est pas moins depuis longtemps consubstantielle à celle d'élection.

PAR RAYMOND HUARD*

Si l'on vote, c'est bien parce qu'on pense que cela sert à quelque chose. Sinon, on s'abstient et on prône même l'abstention (« Élection-trahison ! »). Les variations très importantes du taux d'abstention selon les scrutins révèlent d'ailleurs l'appréciation que les électeurs portent sur l'utilité de telle ou telle consultation.

L'utilité du vote a été conçue de façons diverses au cours du temps. En outre, dans l'ensemble des électeurs, tous, à un moment donné, n'ont pas forcément la même conception de l'utilité de leur vote, et sans doute aussi, chez un même électeur, plusieurs conceptions peuvent coexister de façon plus ou moins consciente. Elles peuvent être naturellement instrumentalisées par les candidats. Ces différentes visions se regroupent en deux catégories principales, l'une qui privilégie, pour des raisons très variées d'ailleurs, la personne du candidat, l'autre, celle du vote politique.

INTÉRÊT IMMÉDIAT, DÉFÉRENCE, VOTE PLÉBISCITAIRE

Au XIXe siècle, à l'époque du Second Empire, chez les électeurs les moins politisés et dans les milieux ruraux, on a pu considérer que l'élection était une occasion d'obtenir d'un candidat des avantages immédiats sous forme de dons d'argent, de libations et agapes diverses, ou bien qu'elle devait donner lieu à des cadeaux aux communes (pour une fontaine, une voiture de pompiers, etc.). Si les abus en cette matière furent sanctionnés et si ces pratiques devinrent moins voyantes, sous la Troisième République, les élus républicains eux-mêmes n'hésitèrent pas parfois à faire valoir auprès des électeurs les avantages concrets qu'ils pouvaient leur apporter.

Plus élaborée, moins directement intéressée, une conception notabilitaire fut surtout présente pendant la période de suffrage censitaire entre 1815 et 1848, mais persista au-delà, en particulier dans certaines régions rurales ou même urbaines. Le notable local (grand propriétaire ou usinier) est considéré alors comme le seul candidat valable, « naturel », ce que semblent justifier son instruction, sa richesse, sa capacité à animer la vie économique du pays, son influence au niveau du pouvoir d'État. Il fait appel, non sans contrainte parfois, à la déférence, au dévouement personnel des électeurs. Ses adversaires sont jugés comme des utopistes impuissants, risquant de mener le pays à la ruine.

> *« L'utilité du vote consistait désormais à promouvoir au niveau de l'État des représentants de la classe ouvrière dans la perspective d'un passage au socialisme. »*

Tout au long de l'histoire électorale, le vote plébiscitaire, que ce soit au profit de Bonaparte, de Louis Napoléon en 1848 et sous le Second Empire, du général Boulanger entre 1887 et 1889, ou de Charles de Gaulle en 1958, incarna aussi une conception du vote utile. Il répondait, en général dans une période de malaise ou de crise, à la demande d'un pouvoir fort, privilégiait l'exécutif jugé plus efficace que les « bavards » des Assemblées. L'électeur était dès lors prêt à s'abandonner à un homme « exceptionnel », qu'il fût effectivement hors du commun ou fût promu tel par une propagande efficace.

UN VOTE POLITIQUE AUX CONTENUS DIVERS

Mais très tôt également, et dès la Révolution, s'affirma une conception plus politique du vote. Dans le grand débat qui opposait les partisans de la Révolution aux contre-révolutionnaires, l'enjeu politique, la survie, la consolidation ou même l'approfondissement des acquis de la Révolution passa au premier plan et les élections de l'époque révolutionnaire que ce soient celles pour la Législative en 1791, la Convention en 1792 ou les élections du Directoire entre 1795 et 1799, manifestèrent bien l'existence d'un débat politique de fond. Cet héritage se retrouva dans le mouvement républicain au XIXe siècle, qui mit l'accent sur un choix institutionnel, celui de la République présentée comme un régime propre à assurer à la fois les libertés et le progrès social, puis il se différencia en fonction des options de ces mêmes républicains. Le vote politique caractérisa aussi les royalistes qui défendaient l'option opposée. Nombre d'élections législatives de la troisième République de 1875 jusqu'au Front populaire, furent marquées par un débat politique de grande ampleur.

L'attitude du mouvement ouvrier et socialiste fournit un autre cas de figure. Il resta divisé assez longtemps sur la question de l'utilité du suffrage, mais il finit par s'y rallier majoritairement et petit à petit s'imposa l'idée du « vote de classe ». L'utilité du vote consistait désormais à promouvoir au niveau de l'État des représentants de la classe ouvrière dans la perspective d'un passage au socialisme. Si au départ, que ce soit en 1848 ou en 1864, on associa cette idée à l'élection de représentants ouvriers, les élus proprement ouvriers furent rares jusqu'en 1914 et, de fait, les ouvriers et paysans socialistes acceptèrent d'être représentés surtout par des intellectuels originaires de la bourgeoisie du moment qu'ils se réclamaient du socialisme. C'est avec la fondation en 1920 d'un parti communiste qui s'implanta fortement dans la classe ouvrière, que le vote de classe put coïncider, au moins partiellement, avec l'élection de députés d'origine ouvrière.

Aujourd'hui, si l'on prend l'exemple de l'élection présidentielle actuelle, le vote politique semble l'emporter dans les comportements, et, au-delà de leur personnalité – qui entre toujours cependant en compte – les principaux candidats se différencient d'abord par leur programme politique, mais les autres conceptions du vote utile, que j'ai mentionnées, ne subsistent-elles pas obscurément dans les cerveaux sous forme de traces et ne sont-elles pas à l'occasion utilisées par des candidats ? ■

*__Raymond Huard__ est historien, professeur émérite à l'université de Montpellier, auteur de *L'élection du président au suffrage universel dans le monde,* La Dispute, 2003.

« VOTEZ UTILE ! VOTEZ POUR MOI ! » PETITE HISTOIRE D'UNE EXPRESSION

Pourquoi les partis politiques appellent-ils désormais au vote utile au point d'en faire un argument de campagne ? Apparent fruit du « traumatisme politique » du 21 avril 2002, le vote utile s'avère être en réalité une expression bien plus ancienne, utilisée dès les débuts de la Ve République.

PAR SIMON DESMAREST*

Neuf mars 2012, France 3. François Bayrou est l'interviewé du jour. « Le seul vote utile c'est moi » lâche-t-il au milieu de l'entretien. Cinq jours plus tard, le 14 mars, dans un entretien accordé à *La Provence*, François Hollande lance : « la dynamique du premier tour est décisive pour l'emporter. Aucune voix ne doit manquer », élégante manière d'appeler au vote utile en faveur du PS.

1962 - 1974 : UN VOTE UTILE IMPLICITE

Le « vote utile » sous-tend l'idée du rassemblement contre une force politique adverse. C'est donc un phénomène bien plus ancien que l'expression elle-même. C'est à partir de 1962 que la pratique du « vote utile » se met en place dans l'élection présidentielle, le général De Gaulle ayant décidé que le président de la République serait dorénavant élu au suffrage universel direct. Ce choix va modifier en profondeur la compétition politique. La première élection présidentielle au suffrage universel direct (depuis 1848) a lieu en 1965. L'expression de vote utile n'y est pourtant pas utilisée et ce, pour trois raisons :

• il n'y a que six candidats au premier tour : François Mitterrand, Charles De Gaulle, Jean-Louis Tixier-Vignancour, Jean Lecanuet, Pierre Marcilhacy et Marcel Barbu ;

• la campagne présidentielle se fait sans grand concours télévisé, et les candidats les moins connus – Marcilhacy, Barbu et Tixier-Vignancourt – ne disposent pas d'un espace médiatique suffisant pour se faire connaître face à un De Gaulle, un Lecanuet ou un Mitterrand ;

• en 1965, la gauche présente un candidat unique, sorte de pratique « anti-vote inutile ». Toute la gauche s'est rangée derrière François Mitterrand, ce qui permet d'affirmer que déjà en 1965, la tentative d'écarter toute candidature inutile est réfléchie. Cette expression n'est donc pas utilisée mais la gauche a effectivement un comportement de « vote utile » qui ne dit pas son nom. Le candidat le laisse d'ailleurs entendre lui-même : « je suis candidat contre le général De Gaulle, contre lui seul, car lui seul compte à droite. […] je suis le candidat de la gauche, […] je suis le candidat de toute la gauche ».

Cette logique est martelée avec constance par François Mitterrand. Ainsi, en 1970 encore, en vue des prochaines élections législatives : « Je pense que tout doit être fait pour maintenir l'union de la gauche, pour rassembler les socialistes, et pour, liquidant tous les sectarismes inutiles, appeler la majorité des Français à 'changer de bord'. »

> *« Le vote utile possède donc une double acception et donc une double dynamique : l'unification derrière le favori face à un adversaire commun appelle le vote utile pour fortifier un camp contre un autre ; les « dissidents » par contre, eux, l'emploient occasionnellement, à contre-pente »*

Mais l'unité de la gauche se fissure et la formation de François Mitterrand ne fait pas l'unanimité en 1969. Se présentent alors une pluralité de candidats de gauche – cinq sur les sept candidats. C'est sans doute lors de ces élections que l'expression, directe ou détournée, de « vote utile » trouve ses fondements. Michel Rocard lance ainsi un appel le 27 mai 1969 : « voter utile, c'est voter pour un avenir socialiste. » Mais cet appel est vivement critiqué le soir du second tour par un journaliste de *l'Humanité* qui lui reproche d'être un « candidat de division ». Jacques Duclos, le candidat du PCF en 1969, expliquait en effet la veille du premier tour qu'il « est absolument indispensable que la gauche soit présente à ce 2e tour de scrutin. Et elle ne peut l'être qu'en ma personne. […] J'appelle tous ceux qui veulent quelques changements dans la société à [voter pour moi] dès le premier tour de scrutin. »

1974 - 1988 : LA CRISTALLISATION ET LA ROUTINISATION DE L'EMPLOI DU TERME VOTE UTILE

Il est intéressant de remarquer que parallèlement à l'essor du vote utile en France, apparaît dans les années 1970 la théorisation de ce phénomène par l'intermédiaire des Américains, Allan Gibbard et Mark Sattherwaite, sous le nom de *tactical voting* [vote tactique]. Dès lors, les théories de l'individualisme méthodologique utiliseront beaucoup ce paradigme de sociologie électorale.

En outre, l'expression figée commence à cristalliser : Michel Rocard parle en 1973 à la télévision de « vote utile ou efficace » pour expliquer son échec.

C'est en fait l'élection présidentielle de 1974 qui est fondamentale pour la construction de cette expression. On peut le remarquer en observant trois phénomènes :

1) après avoir été éliminée dès le premier tour en 1969, la gauche décide à nouveau de se regrouper et de ne présenter qu'un candidat – François Mitterrand. Là encore, la stratégie de l'utilité d'une seule candidature se déploie : la logique du « vote utile » liée au mode de scrutin lui-même joue à plein ;

2) mais ce qui fait des élections de 1974 un événement fondamental pour le « vote utile » c'est aussi que la droite est, cette fois, divisée : Valéry Giscard d'Estaing le dispute au gaulliste Jacques Chaban-Delmas, successeur en titre de Georges Pompidou, décédé en avril 1974. Le gaulliste veut jouer sur le « vote utile » face à son concurrent, en s'appuyant sur la rhétorique gaullienne du « rassemblement ». Il dit par exemple en avril 1974 : « Il m'est apparu que ma candidature était indispensable, pour barrer la route aux candidats du parti socialiste et du PCF » ; quelques jours plus tard : « ne tombez ni d'un côté ni de l'autre… ». Mais lors de la soirée post-électorale de 1974, Pierre Charpy, journaliste à *La Nation*, dira que Chaban-Delmas « a beaucoup souffert des conditions dans lesquelles cette campagne s'est engagée […] autour des thèmes de l'unité de candidature, le bon, le mauvais candidat ». Le pari de Chaban-Delmas est donc perdu malgré sa campagne autour de l'utilité de sa présence.

3) Jean-Marie Le Pen essaie lui aussi de se faire une place dans l'échiquier politique à droite de Giscard d'Estaing.

LE FN DU STATUT DE VICTIME DU VOTE UTILE À CELUI DE PRÉTENDANT AU VOTE UTILE

Le Front National joue aussi sur le terrain du vote utile en se montrant hostile à la gauche et très opposé à la droite. Jean-Marie Le Pen regrette ainsi amèrement le « vote utile » en faveur de Pompidou en 1974 : « un certain nombre d'électeurs ont jugé utile, et plus intelligent, tactiquement, de voter pour M. Giscard d'Estaing en essayant de barrer la route au marxisme. » Il déplore que les électeurs n'aient pas « voté pour leurs idées. » (Le Pen, 19/04/1974).

Le « vote utile » permet ainsi de comprendre une part de l'ascension du FN et de sa dynamique depuis sa création. Toutefois, les élections « intermédiaires » des années 1980 – européennes (1984) et cantonales (1985) – ne sont pas propices au « vote utile », l'enjeu d'une élimination du second tour étant inexistant du fait même du mode de scrutin (proportionnelle d'une part et qualification pour le second tour au-dessus d'un seuil et non par élimination des candidats arrivés en-deçà de la deuxième position). Le FN s'étant imposé au point de rassembler 14,8% des voix en 1988, il utilise dès lors à son profit le « vote utile » jusque-là déploré. Ainsi, en 1995, Le Pen appelle l'électeur de Philippe de Villiers à « voter utile […] pour reporter ses voix sur le candidat bien placé », c'est-à-dire le FN. Ce parti passe donc de victime du vote utile (1974) à celui de prétendant au vote utile (1995). Grâce aux appels au vote utile, ou, au contraire à « voter pour ses idées », on entrevoit peut-être la force d'un parti dans le champ politique à un moment donné.

1974 ET LA CRISTALLISATION DU SYNTAGME

Revenons aux élections de 1974, moment où cristallise l'expression « vote utile » qui sera dès lors utilisée pour appeler à voter pour son parti, principalement lorsqu'on est annoncé en tête de son camp, voire pour expliquer une défaite. Il semble donc qu'à partir de cette date, l'expression se soit institutionnalisée dans le débat. Elle devient donc commune et employée très fréquemment. Deux exemples lors des élections présidentielles de 1981 et de 1995.

En 1981, la dynamique d'alliance à gauche fonctionne, mais au détriment du PCF. Georges Marchais, candidat communiste, n'est pas qualifié au second tour. Le soir même, interrogé par la télévision, il déclare : « je comprends, évidemment je regrette [… que] les électeurs aient pensé qu'il fallait voter utile et au premier tour se débarrasser de Giscard. »

Second exemple, en 1995, Robert Hue est alors le candidat du PCF. À l'occasion d'une interview accordée à Antenne 2 le 19 avril 1995, le commentaire indique que « Robert Hue entend çà et là les appels répétés au vote utile. La présence d'un candidat de gauche au second tour serait l'enjeu. »

La cristallisation, l'évolution et l'installation du syntagme « vote utile » depuis cinquante ans se révèle ainsi très intéressante dans la mesure où elle constitue un indice pour comprendre l'histoire de la vie politique qui se polarise autour de l'élection présidentielle au suffrage universel direct, uninominal et ne retenant, pour le second tour que les deux candidats arrivés en tête au premier. Parallèlement, on constate que les argumentaires des principales forces politiques soulignent de plus en plus en l'utilité de leur candidature et/ou de leur parti, comme s'il s'agissait d'une justification de leur présence dans la compétition politique.

Le vote utile possède donc une double acception et donc une double dynamique : l'unification derrière le favori face à un adversaire commun appelle le vote utile pour fortifier un camp contre un autre ; les « dissidents » par contre, eux, l'emploient occasionnellement, à contre-pente, comme en 1969 (Rocard) ou encore en 1974 (Le Pen) pour marquer une candidature du sceau de l'originalité : votre vote pour moi est utile, car il permet à de nouvelles idées d'arriver au pouvoir. ■

*__Simon Desmarest__ est étudiant en histoire et en sciences politiques à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

RESPONSABILITÉ DÉMOCRATIQUE DE LA TÉLÉVISION

ENTRETIEN AVEC MARLÈNE COULOMB-GULLY*

REVUE DU PROJET : La télévision est-elle neutre vis-à-vis des forces politiques ?

Permettez-moi d'abord de revenir sur les termes de la question. Parler de « la » télévision, c'est comme parler « du » livre : cela désigne un support, rien de plus. Et de même qu'il n'y a pas grand chose de commun entre un recueil de poésie et un livre de cuisine (il s'agit pourtant de deux livres), il n'y a rien de commun entre Arte et TF1, par exemple.

Je ne suis pas plus à l'aise avec le terme de « neutralité » : je ne sais pas ce qu'est un média « neutre » ; en revanche, je vois mieux ce qu'est le pluralisme.

Quant aux « forces politiques », je suis là aussi dans la difficulté. Le législateur a tenté d'approcher cette réalité, avec les notions de « partis » représentés – ou non – à l'Assemblée nationale, mais on sait bien que les partis ne recouvrent que très partiellement les « forces » politiques à l'œuvre dans un pays.

C'est donc à travers ces notions de pluralisme et de forces politiques représentatives que le législateur a tenté d'encadrer la médiatisation de la politique à la télévision, en particulier pendant les périodes électorales. Il faut en effet se rappeler que les citoyens considèrent la télévision comme le moyen le plus utile de s'informer pour savoir pour qui voter (avant la radio et les journaux et bien avant l'Internet), ce qui lui donne une responsabilité démocratique supplémentaire.

REVUE DU PROJET : Outre le temps de parole comptabilisé par le CSA, ne peut-on pas considérer qu'il y a aussi différence de traitement qualitatif ?

Ces questions concernant les outils à mobiliser pour assurer un minimum d'équité entre les candidats ont été beaucoup discutées à deux périodes de notre histoire : d'abord dans les années 60, avec l'élection du président de la République au suffrage universel ; cela a coïncidé avec la montée en puissance de la télévision dans l'espace public, d'où les dis-

> SUITE PAGE 10

SUITE DE LA PAGE 9 >

positions – qui existent encore – concernant la campagne officielle dans l'audiovisuel : tous les candidats disposent alors d'un temps d'antenne équivalent pour s'adresser aux citoyens.
Cette question est revenue à l'ordre du jour dans les années 80, avec la fin du monopole public. On a alors distingué entre « temps d'antenne » et « temps de parole » des candidats, et entre période « d'équité » et période « d'égalité » de traitement entre les candidats. Tout cela est bien sûr très quantitatif. Aujourd'hui, on voit que les équipes de communication des candidats veulent imposer leurs images aux chaînes de télévision (qui les acceptent), ce qui montre bien l'importance de la dimension qualitative … et creuse les inégalités entre les candidats : en effet, tous ne peuvent disposer de telles équipes de professionnels. J'ajoute qu'à mon sens, les télévisions ne devraient pas accepter ces images ; ou en tout cas pas sans en faire un usage critique : on se rappelle que les images du meeting du Bourget, en janvier, fournies par l'équipe du candidat Hollande, ne montraient pas le départ précipité de Ségolène Royal, fâchée de l' « oubli » dont elle s'estimait victime dans la rétrospective effectuée.

> *« Les équipes de communication des candidats veulent imposer leurs images aux chaînes de télévision (qui les acceptent), ce qui montre bien l'importance de la dimension qualitative… et creuse les inégalités entre les candidats »*

REVUE DU PROJET : Les logiques médiatiques d'inspiration publicitaire ne sont-elles pas favorisées au détriment des logiques démocratiques ?
Pour répondre plus globalement à cette question du rôle de la télévision dans notre espace public contemporain, et de sa responsabilité démocratique, je voudrais pour terminer avancer trois notions.
La première porte sur ce qu'un chercheur a nommé « le cens médiatique » : les « grands » candidats bénéficient d'une exposition sans commune mesure avec celle des « petits » candidats (sans pour autant que l'on puisse en déduire que les média favorisent ainsi le « vote utile » : on l'a vu en 2002). Ces derniers partent souvent très tôt en campagne, parfois un an avant l'échéance finale, et ne bénéficient de l'attention des média que dans les semaines qui précèdent immédiatement le scrutin, la campagne « officielle » (15 jours avant le 1er tour) obligeant les média audio-visuels à l'égalité de traitement entre les candidats de même que ceux-ci accèdent aux émissions spécifiques … boudées par les téléspectateurs il est vrai.
La seconde porte sur ce que les chercheurs nomment « l'agenda », c'est-à-dire la mise en avant par les média de thèmes qui peuvent favoriser telle ou telle formation politique, ce qui dépasse la question de la médiatisation des seuls candidats. On a vu en 2002 ce qu'il en a été avec le thème de la sécurité, plus en phase avec les « fondamentaux » de la droite que de la gauche (on ne peut manquer de faire un parallèle avec la récente « tuerie de Toulouse » et de s'interroger sur ses retombées politico-médiatiques).
La troisième est celle de la temporalité : le temps court de la campagne doit être mis en relation avec un temps plus long au cours duquel se forgent les opinions des citoyens, à travers les média, bien sûr, mais aussi à travers leur expérience quotidienne. ■

*__Marlène Coulomb-Gully__ est professeure en communication à l'université de Toulouse-Le Mirail, auteure de *Présidente : le grand défi. Femmes, politique et médias,* Payot, 2012.

DES MÉDIA DE SECOND TOUR

Le mode de scrutin incite à une bipolarisation de la vie politique et à une personnalisation du débat public qui bride la diversité politique et invite à se focaliser sur le second tour de l'élection présidentielle.

PAR HENRI MALER*

Les institutions de la Ve République, leur fonctionnement et, en particulier, l'élection du président de la République au suffrage universel sont marqués par un présidentialisme dont le caractère démocratique est, pour le moins, contestable. Le mode de scrutin incite à une bipolarisation de la vie politique et à une personnalisation du débat public qui bride la diversité politique et invite à se focaliser sur le second tour de l'élection présidentielle. Tout ne vient donc pas du rôle joué par les média dominants. Mais ceux-ci ne se bornent pas à épouser les tendances les plus lourdes : ils les confortent.

UNE VÉRITABLE COURSE DE CHEVAUX

La prolifération des sondages d'intention de vote dont ces média sont les principaux commanditaires et qui sont d'autant plus dénués de signification qu'ils sont éloignés de la date du scrutin, incite les électeurs à choisir les candidats en fonction des chances qui leur sont accordées pour le second tour. Mais surtout, cette « sondagite » est une inépuisable réserve de bavardages (y compris de bavardages sur la validité des sondages) sur les chances attribuées aux candidats « les mieux placés » pour figurer au second tour. Et, quand les scores « sondagiers » des autres candidats sont pris en compte, c'est presque exclusivement quand ces scores semblent devoir modifier ceux des candidats les mieux cotés dans la course de chevaux qui, généralement plus que les projets eux-mêmes, passionne les pronostiqueurs.

De surcroît, la « règle d'équité » – dont la définition est à peu près introuvable et qui ne s'applique qu'aux média audiovisuels – n'est même pas respectée et, quand elle l'est, elle épouse, avec l'assentiment du CSA lui-même, la courbe des sondages. Encore ne s'agit-il, pour l'essentiel, que de l'évaluation des temps de parole et d'exposition des candidats eux-mêmes. L'évaluation du temps consacré par les commentateurs à papoter sur la campagne desdits candidats est effectuée selon les critères les plus flous : et là encore, c'est l'affrontement escompté pour le second tour qui mobilise les durées les plus longues (et en presse écrite les espaces les plus étendus).
Encore ne s'agit-il trop souvent que de s'étendre sur les effets médiatiques des prestations des candidats, plutôt que sur

> *C'est l'affrontement escompté pour le second tour qui mobilise les durées les plus longues*

leurs programmes. On ne compte plus en effet, en particulier sur les chaînes d'information en continu (LCI, i-télé, BFM-TV), les débats ou les ébats consacrés à l'image que les principaux candidats donnent d'eux-mêmes et au style de leur campagne. Sondologues et « science-pipeaulogues » bénéficient désormais du renfort de plus en plus fréquent d'experts recrutés dans des agences de communication. On devine quel bénéfice les candidats de moindre importance sondagière pour le second tour peuvent tirer des commentaires de devins qui scrutent les entrailles des sondages et de communicants pour qui la forme l'emporte sur le fond.

Le pire n'est pas toujours omniprésent. La presse écrite et, en particulier la presse écrite nationale, accorde une certaine place aux propositions de tous les candidats du premier tour. Mais les média de parti-pris les plus lus proportionnent l'importance qu'ils accordent à ces propositions en fonction des candidats qu'ils privilégient ou soutiennent ouvertement et qui semblent promis au second tour. Et les média de consensus, comme le sont ou affectent de l'être, les principaux média audiovisuels organisent des entretiens qui portent parfois sur ces même propositions. Mais, si les journalistes, dans les émissions dites d'information, n'omettent pas toujours de les mentionner, c'est à condition qu'elles soient « spectaculaires » (et souvent conçues pour « faire événement ») et, surtout, à condition qu'elles suscitent les commentaires des favoris ou de leurs suivants immédiats.

UNE MINORATION QUALITATIVE DES CANDIDATS « INUTILES »

Ainsi, ce n'est pas seulement quantitativement que des candidats sont minorés (sous prétexte qu'ils seraient mineurs), c'est qualitativement. En leur absence, mais aussi en leur présence. Même quand de « petits » candidats sont interrogés sur leurs projets, c'est pour mesurer l'irréalisme qu'on leur prête au réalisme que l'on attribue aux projets des « grands » ou que l'on serait en droit d'attendre d'eux. Et cela du moins quand les principales questions ne portent pas sur le positionnement tactique des « petits » (ou des « moyens ») par rapport à ceux auxquels les sondages accordent une prééminence et dont ils anticipent la présence au second tour.

Ainsi tout concourt, sans qu'il soit nécessaire d'imaginer une entreprise concertée, à traiter la plupart des candidats du premier tour en « candidats inutiles » (comme le disait de certains d'entre eux Jean-Michel Aphatie) ou en candidats qui ne sont utiles qu'en fonction du second tour. Pas besoin, dès lors, de donner une consigne : on devine ce qu'est, pour la plupart des journalistes et quels que soient leurs votes personnels, le « vote utile » au premier tour. ■

*__Henri Maler__ est co-animateur de l'association Acrimed (Action-Critique-Média).

LA POLITIQUE SOUMISE AUX SONDAGES

Les usages politiques des sondages ont contribué à changer la politique : les stratégies, les compétences, les procédures mêmes en ont été bouleversées.

PAR ALAIN GARRIGOU, RICHARD BROUSSE*

Si les effets systémiques de l'ubiquité des sondages sont moins spectaculaires et apparemment moins décisifs que leur influence sur la sélection des candidats puis sur les choix des électeurs, ils sont les plus importants car ils concernent moins des personnes et des partis que les institutions politiques au sens le plus large du terme. On mesure alors à quel point les politologues et sondeurs n'ont rien compris à la critique des sondages en l'assimilant à une critique du suffrage universel.
Cette conception fétichisée – et quelque peu artificielle – de l'opinion n'est peut-être pas l'idéal de la démocratie dont rêvent les politologues sondeurs, mais elle est la conception qui s'est imposée dans l'ensemble du monde démocratique. Elle est aussi celle qu'ont prise à partie les idéologues conservateurs et, à leur manière, tout en prétendant défendre la démocratie, les sondeurs d'aujourd'hui.

DES PERSONNALITÉS PLUTÔT QUE DES CANDIDATS

On est amené à se demander comment l'avènement d'une compétition opposant des personnes plutôt que des candidats, qui stimule le calcul tactique de l'électeur plutôt que ses convictions, pourrait ne pas être un recul. Pourtant, certains assurent que cette course de chevaux instituée par les sondages est dérisoire et sans importance, voire « sympathique » comme le disait un politologue sur un plateau de télévision (la minimisation restant la tactique la plus banale de l'idéologie conservatrice). Bien entendu, c'est faux, et il ne faut pas concevoir les effets des sondages selon cette vision pratique de la politique au jour le jour et de la lutte pour les emplois, mais comme la soumission de la politique à l'inflation des sondages, à l'attention qui leur est accordée par les citoyens avec leur publication et – plus encore – par les responsables politiques dont l'action est largement commandée par les sondages publics et confidentiels.

Organiser la compétition politique autour de la personne des dirigeants politiques est un flagrant retour en arrière, qui nous rapproche de la politique plébiscitaire. Les implications en sont immenses. La politique devient un théâtre d'ombres. [...] L'anticipation des chances pèse sur les procédures électives au point de les faire paraître comme de simples ratifications.

> *« Les sondages ont largement contribué à initier l'organisation de primaires dans les partis et donc à marginaliser les militants « à l'ancienne », ceux qui ne visaient pas une fonction élective »*

Il s'agit dans une large mesure d'un effet du mécanisme de l'électeur médian : en interrogeant tout le monde sur une préférence électorale, il existe un avantage mécanique pour le candidat le plus proche de l'électeur médian, c'est-à-dire celui qui a le même nombre d'électeurs sur sa gauche et sur sa droite. En d'autres termes, le candidat de gauche le plus proche de la droite et le candidat de droite qui paraît le plus proche de la gauche bénéficient d'un avantage, dans les intentions de vote comme dans les cotes de popularité. Les sondages auprès des sympathisants, qui essaient de gommer ce biais, sont incertains car ils se fient aux déclarations de sondés et reposent sur des sous-échantillons trop faibles (autour de 200 personnes pour les partis les plus importants).
De plus, les conditions de la lutte politique s'éloignent de cette sorte de fiction créée par les sondeurs. En l'occurrence, les candidats de sondage peuvent profiter des avis favorables de sondés qui, mués en électeurs, ne voteront jamais pour le même – mais réel – candidat.
Enfin, les sondages sur les intentions de vote opèrent en partie comme des cotes de popularité. [...] Les faveurs des sondés vont alors plus facilement aux personnalités connues, celles que l'on voit beaucoup dans les média, qui les invitent d'autant plus volontiers sur leurs plateaux qu'elles sont populaires, contribuant à accroître leur notoriété. [...]
Dans ces jeux où les faveurs des sondés vont à des personnes, c'est à ces dernières que sont logiquement attribués le bénéfice ou la défaillance. Les explications acquièrent alors inévitablement une tendance psychologisante, puisque les bons ou mauvais résultats seraient liés à des traits de caractère ou de comportement et à l'image publique.
La politique devient le terrain des envies et des désirs. [...] Les sondages font passer les luttes politiques pour des luttes de personnes. Avec la complicité et la cécité des commentateurs, ils mettent des masques ou des fétiches à la place de l'essence du combat politique. Ils érigent l'apparence en réalité.
Dans ce théâtre d'ombres, les stratégies politiques sont donc centrées sur les personnes et non plus sur les partis, les programmes et autres marques d'identification. Cela explique certainement en partie la vogue des campagnes « no logo » durant lesquelles les partis ne figurent plus sur le matériel de communication ; cela explique la pipolisation de la politique où par plaisir ou par obligation, les dirigeants politiques doivent se plier aux mises en scène médiatiques et composer une représentation idéale pour les média [...]. Le mélange probable de plaisir personnel et de service du parti et des fidèles encourage sans doute les tendances narcissiques de dirigeants dont les visages, les paroles, les goûts sont exposés au public. Et les pourcentages des sondages viennent, comme un score, indiquer la réussite ou l'échec des personnes qui s'exposent. Sans doute un stimulant puissant de constitution des egos et, entre eux, de luttes des egos. Cette personnalisation du leadership politique, qui fait du dirigeant à la fois le champion d'un camp et sa marque, modifie toute l'économie des relations partisanes, devenues des relations courtisanes. Le dirigeant se retrouve dans la peau d'un monarque dont le moindre geste sert de repère à ceux qui l'entourent. [...]

> *« L'anticipation des chances pèse sur les procédures électives au point de les faire paraître comme de simples ratifications »*

Les sondages ont largement contribué à initier l'organisation de primaires dans les partis et donc à marginaliser les militants « à l'ancienne », ceux qui ne visaient

pas une fonction élective. Les partis sont ainsi largement devenus des formations d'élus, quand près de la moitié de leurs adhérents ont des mandats électifs. Si la politique reste un univers enchanté, c'est par la mauvaise foi, les faux semblants… et la « pipolisation ». Cette « pipolisation » a cependant un revers : la pertinence des stratégies de scandale. Si le pouvoir paraît une affaire de stratégies individuelles, celle de leaders qui sont soutenus par une équipe mais dont le succès apparaît largement lié à leur crédit personnel et à leur image, les adversaires sont logiquement conduits à s'attaquer à la personne de ces leaders pour détruire leur crédit. On comprend que la vie politique bruisse de rumeurs constantes sur les secrets inavouables des uns et des autres. Ce n'est assurément pas nouveau, mais la personnalisation du leadership renforce ce phénomène à l'extrême.

DES OPINIONS PLUTÔT QUE DES SAVOIRS

Les sondages auraient contribué à l'émergence d'une démocratie d'opinion. Certes l'expression chante aux oreilles des sondeurs, mais le premier terme est ici de trop ! Par définition, les opérations statistiques enregistrent toutes les opinions comme des quantités équivalentes. Selon les sondeurs, ce serait la traduction du *one man, one vote* contre les visions aristocratiques, oligarchiques et notabiliaires de la politique où seule l'opinion éclairée de quelques-uns devrait s'exprimer.

Est-ce à dire que la démocratie ne se préoccupe pas de la qualité des opinions ? Elle s'en préoccupe en tout cas suffisamment pour avoir inscrit dans ses institutions que le vote était un choix et non une réponse donnée un peu au hasard. C'est inscrit dans la norme de réflexion instituée par la procédure électorale, via la campagne électorale dont l'invention vise à éclairer les choix de tous les citoyens – ce qui n'est pas le cas de cette opération où, pressé par un enquêteur payé au questionnaire, le sondé doit répondre vite [...].

DES SONDAGES PLUTÔT QUE DE LA POLITIQUE

Les usages politiques des sondages ont contribué à changer la politique : les stratégies, les compétences, les procédures mêmes en ont été bouleversées. En retour, cette politique transformée impose aussi les sondages, selon une relation de circularité. Dorénavant, la politique ne peut plus se passer des sondages, qui sont devenus non seulement nécessaires, mais aussi plus importants que la politique.

Le processus est en cours, et se manifeste dans la systématisation de l'exploitation de cette circularité : il ne s'agit plus de connaître l'opinion pour éventuellement s'adapter à elle, il s'agit à présent de faire l'opinion. Faire croire pour faire advenir, telle est la stratégie politique des *spin doctors*, qui tentent d'imposer les croyances. [...] Un pas important de la méthodologie politique est franchi avec ce passage de la connaissance passive des choses, servant à s'adapter le mieux possible aux circonstances, à la mise en œuvre délibérée de stratégies qui utilisent la connaissance des choses pour les créer. [...]

Ce à quoi nous assistons n'est jamais que le passage de la science à la technique dans l'ordre politique. De même que l'on utilise les connaissances en matière de physique pour fabriquer des moteurs, on voudrait utiliser la connaissance climatologique non seulement pour prévoir la météo mais aussi pour faire le temps de demain. Si le pas a été franchi avec succès dans le premier domaine, il ne l'est pas dans le second. Cela n'empêche nullement les humains de le rêver et de tenter...

La politique relève évidemment du second domaine, celui où l'on tente sans assurance de succès. L'incertitude est d'ailleurs telle que l'on reste émerveillé de voir les stratèges croire avec autant d'enthousiasme en un savoir aussi incertain. Quoi qu'il en soit, les pratiques intuitives de manipulation des croyances ont été rationalisées et systématisées, et les sondages, utilisés comme une pièce majeure de ce dispositif, y ont puissamment contribué. ■

*__Alain Garrigou__ est professeur en sciences politiques à l'université Paris X-Nanterre.
__Richard Brousse__ est sociologue.
Extraits de Alain Garrigou, Richard Brousse, *Manuel anti-sondages. La démocratie n'est pas à vendre !*, éditions La ville brûle, 2012, publiés avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

COMMENT VAINCRE LE VOTE UTILE ?

Ce n'est pas l'idée du vote utile qui est contestable, mais le contenu idéologique qui vise à le réduire à la seule alternative entre deux candidats, en l'occurrence jusqu'ici ceux du PS et de L'UMP.

PAR LYDIE BENOIST*

L'idée de vote utile s'inscrit en apparence dans une logique d'efficacité politique où l'électeur est sommé de « rentabiliser » son vote en choisissant un candidat crédible qui, dans le cadre d'institutions favorisant la bipolarisation, peut prétendre gagner l'élection présidentielle. Média et partis dominants jouent bien évidemment de l'argument dans la bataille idéologique, laissant entendre qu'il serait inefficace de voter pour des « petits partis » qui ne peuvent prétendre à la victoire finale. Cette idée n'est pas sans force puisque tout électeur est soucieux de traduire politiquement ce qui lui semble utile pour influencer par son suffrage les événements et, ainsi, changer la donne politique. Le vote pour Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche, a une utilité réelle même si on pense qu'il ne sera pas qualifié au deuxième tour.

LE VOTE DU PREMIER TOUR DÉTERMINE LES RAPPORTS DE FORCE POLITIQUE

À ceux qui redouteraient l'émiettement des candidatures à gauche comme en 2002, on rappellera que la situation présente est bien différente : si Le Pen devait éliminer un candidat, ce serait Sarkozy, et nul ne doute que Hollande sera bien présent au second tour. On peut donc au 1er tour voter « vraiment » pour ses idées ! Voilà pourquoi il est important de débattre avec les gens sur cette question décisive pour marquer des points dans cette lutte des idées qui a jusqu'ici contribué à rabougrir la vie politique française. Il faut donc bien convaincre les électeurs que le vote Front de gauche a une légi-

> *« Faire valoir « l'humain d'abord » n'est pas contradictoire avec la préoccupation politique de créer les conditions d'avoir un président de gauche. »*

> SUITE PAGE 14

SUITE DE LA PAGE 13 >

timité : faire valoir « l'Humain d'abord » n'est pas contradictoire avec la préoccupation politique de créer les conditions d'avoir un président de gauche.

On ne rappelle jamais assez qu'au premier tour on choisit, que ce premier vote détermine les rapports de forces politiques et qu'ensuite, au second tour, on vote pour le candidat de la gauche le mieux placé, et ce à toutes les élections au scrutin uninominal majoritaire ! Vouloir le rassemblement à gauche n'implique pas de passer sous les fourches caudines du candidat socialiste dès le 1er tour mais, bien au contraire, un vote de classe permettra que notre influence progresse, modifiant *de facto* les rapports de forces à l'intérieur de toute la gauche.

DYNAMISER LA GAUCHE DE TRANSFORMATION

Si l'enjeu est de « virer » Sarkozy, le vote PS suffit ; si l'enjeu est en plus la mise en place d'une politique de gauche vraiment de gauche, alors le vote PS ne suffit pas. Ce qui est alors vraiment utile au premier tour, c'est bien de dynamiser la gauche en élargissant l'influence de celle qui se réclame de la transformation sociale. D'ailleurs la lecture des sondages montre que la dynamique actuelle profite au Front de gauche comme au Parti socialiste sans que la progression de l'un se fasse au détriment de l'autre, les électorats apparaissant complémentaires.

La candidature de Jean-Luc Mélenchon permet de rassembler au premier tour des gens qui n'ont pas envie de voter Parti socialiste au premier tour (abstentionnistes, syndicalistes, électeurs écologistes ou du Nouveau Parti anticapitaliste) et qui contribueront à un plus grand succès de la gauche au second tour.
Aucune contradiction donc à vouloir battre le candidat de l'UMP en élisant un président de gauche qui sera d'autant plus à gauche que le Front de gauche aura fait un bon score.

> *« Voter pour notre candidat le 22 avril ou pour nos candidat(e)s au scrutin législatif, ce sera œuvrer à l'élargissement tous azimuts de la colère, de la résistance, de la radicalité. »*

Il faut s'approprier audacieusement l'idée du vote utile. En conséquence tout devient utile : le vote au premier tour pour le candidat qu'ont choisi les communistes renforce l'utilité du vote au second tour pour élire un président de gauche qui le soit vraiment. On ne manque donc pas d'arguments pour déjouer le piège du vote utile en montrant que la véritable utilité n'est pas là où on l'attend à grands renforts médiatique. Rompre avec les politiques d'austérité pilotées par le libéralisme ne pourra être envisageable sans une modification des rapports de forces à gauche. Nous devons démontrer aux femmes et aux hommes avec qui nous dialoguons que voter pour notre candidat le 22 avril ou pour nos candidat(e)s au scrutin législatif, ce sera œuvrer à l'élargissement tous azimuts de la colère, de la résistance, de la radicalité.
Osons affirmer que chaque voix comptera pour avoir de meilleurs rapports de forces, y compris pour discuter avec nos partenaires sur les exigences quant aux chantiers à ouvrir pour que change la vie. Il nous faut aller chercher des millions de voix pour faire élire davantage d'élu(e)s « utiles » dans l'hémicycle et sur le terrain et qu'enfin soient créées les conditions d'une nouvelle mandature bien ancrée à gauche car, d'expérience, les député(e)s communistes seront demain comme hier aux côtés des travailleurs, présents dans les mouvements sociaux, promoteurs de lois…

À nous d'informer, de rassurer, de conforter les électeurs qui ont envie de solutions novatrices et transformatrices à gauche mais qui doutent encore du bien-fondé de voter pour nous. ■

*__Lydie Benoist__ est membre du comité exécutif national du PCF, responsable aux élections.

LE VOTE « UTILE » EST TROP SOUVENT UN VOTE INUTILE

Les appels au « vote utile » représentent une négation de ce qu'est une élection à deux tours : le premier tour doit servir à voter en fonction de ses choix, et non selon le réflexe du « moindre mal » qui peut prévaloir lors d'un second tour.

PAR MARTINE BILLARD*

Un vote est l'expression de la conviction de chaque citoyenne et citoyen, forgée par l'éducation reçue et par le débat éclairé, et s'exprimant dans le secret de l'isoloir à l'abri des pressions sociales des groupes dominants. Qu'y a-t-il de plus « utile » que de voter selon ses convictions, en fonction de ses intérêts de classe et de l'idée que chacune et chacun se fait de l'intérêt général ? C'est sur ce fondement que la gauche a pu avancer ses projets d'émancipation sociale et porter la question écologique dans le débat politique.
Le « vote utile », dans le jargon politique courant est pourtant tout autre chose : il s'agirait de voter selon le résultat électoral que les autres croient qu'il va être. Cette tentation de chaque électeur de se transformer en « stratège », anticipant à la lecture des sondages, l'éventuelle élimination du second tour du candidat qui lui apparaît porter ses idées, est particulièrement prégnante du fait du scrutin uninominal majoritaire aux élections présidentielles, législatives et cantonales. Cela conduit à renforcer les tendances bipartisanes de notre système politique. Ce phénomène a été aggravé depuis le 21 avril 2002 de peur d'une qualification du FN au second tour de la présidentielle. Les appels au « vote utile » n'en sont pas moins une négation de ce qu'est une élection à deux tours : le premier tour doit servir à voter en fonction de ses choix, et non selon le réflexe du « moindre mal » qui peut prévaloir lors d'un second tour.

LE VOTE UTILE NUISIBLE À LA DÉMOCRATIE ET À LA GAUCHE

Le vote utile est nuisible à la démocratie en général et à la gauche en particulier, quant au contenu des politiques publiques. Il fait obstacle à la nécessaire émergence de formations nouvelles à gauche pouvant constituer des majori-

tés politiques aptes à prendre en charge les enjeux économiques, sociaux, démocratiques et écologiques de chaque période. Si l'électorat de gauche reste captif d'une seule formation politique, le PS pour ne pas le nommer, cela alimente la droitisation de ce parti, passé en quelques décennies de l'incarnation du socialisme, à la social-démocratie puis désormais au social-libéralisme. Ainsi,

> *Rappelons qu'en 1981, François Mitterrand, bien qu'arrivé deuxième au premier tour, a été élu au second, alors que Lionel Jospin en 1995, a été battu au second tour après être arrivé en tête au premier.*

dès lors qu'ils sont devenus sûrs de capter les suffrages dès les premiers tours des scrutins, les dirigeants du PS ont cessé de donner des gages aux électeurs porteurs des idées de gauche et ont fini par glisser vers le centre. Le processus des primaires socialistes et les notes de la fondation Terra Nova conseillant au PS d'abandonner les classes populaires pour ne se consacrer qu'aux classes moyennes, illustrent ce glissement. Sur les questions sociales (et non les questions morales ou sociétales, sans cesse revisitées par le PS pensant plaire ainsi aux classes dites moyennes), le programme du PS est à chaque élection de moins en moins à gauche : il est ainsi passé des nationalisations au "ni ni" mitterrandien du second septennat, à « l'ouverture du capital » des entreprises pour terminer avec davantage de privatisations sous le gouvernement Jospin que sous la droite. De même, le PS fait sienne, dans son programme de 2012, la réforme Fillon de 2003 des retraites avec l'allongement de la durée de cotisation au-delà des 40 annuités et n'abrogera pas la loi de 2010 ayant mis fin à la retraite à 60 ans. Quant aux questions européennes, le PS a fait campagne avec l'UMP pour le TCE en 2005, a laissé passer la ratification du Traité de Lisbonne en 2008 et a juste trouvé à s'abstenir sur le Traité MES examiné au Parlement français, fin février de cette année. Et très significatif, pour la première fois un candidat socialiste ne prend aucun engagement pour l'augmentation du SMIC.

PAS DE RISQUE DE NOUVEAU 21 AVRIL

En 2012, il n'y a pas de risque de « nouveau 21 avril » : il n'y a que 5 candidats à gauche, contre 8 en 2002, et les rapports de forces sont très différents. Le risque de qualification de Marine Le Pen au second tour, a disparu, notamment grâce au travail de démystification de son programme entrepris par le candidat du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon. François Hollande agite un autre risque : la dynamique de campagne pour le second tour. Rappelons qu'en 1981, François Mitterrand, bien qu'arrivé deuxième au premier tour, a été élu au second, alors que Lionel Jospin en 1995, a été battu au second tour après être arrivé en tête au premier. Mais aujourd'hui, alors qu'à un mois de l'élection Jean-Luc Mélenchon est devant François Bayrou et que se joue la 3e place entre lui et Marine Le Pen, il n'y a plus de « vote utile » vers Hollande qui tienne. La dynamique de campagne est du côté du Front de gauche et de Jean-Luc Mélenchon qui a su redonner espoir au peuple de gauche pour qui le programme « l'humain d'abord » est le véritable vote utile. François Hollande ne peut plus refuser ce débat à gauche que lui propose depuis des mois Jean-Luc Mélenchon. Ses appels au « vote utile » donnent juste l'impression qu'il cherche à se débarrasser de toute gauche, afin d'avoir les mains libres pour gouverner et pour transformer le PS en parti du centre, désespérant les classes populaires et les mouvements sociaux, de tout nouveau progrès humain. ■

*__Martine Billard__ est députée de Paris, coprésidente du Parti de Gauche.

DE L'UTILITÉ DU VOTE COMMUNISTE

Affirmer les valeurs que nous portons ne s'oppose pas au rassemblement, mais *a contrario*, le nourrit.

PAR JEAN-PAUL LECOQ*

La question du vote utile a été réactivée, non sans succès, à partir de la présidentielle de 1981 à gauche par le PS, à notre détriment. Nous l'avons intériorisée, d'autant plus que le rapport des forces nous était défavorable et que la Constitution, en instituant l'élection du président de la République au suffrage universel, avec l'avènement de la Ve République entérinait ce phénomène. À cela s'ajoutent le système de circonscriptions (et de charcutage des circonscriptions) et bien sûr, l'inversion du calendrier plaçant la présidentielle juste avant les législatives. Autant de mesures favorisant cette présidentialisation.
Dans les faits, seuls comptent ceux qui peuvent gagner au 2e tour et le 1er tour est gommé. On l'a d'autant plus intériorisé qu'en 1965 et 1974, nous avons décidé – pensant qu'un communiste dans ce type d'élection ne pouvait pas gagner – de présenter dès le 1er tour, un candidat commun issu de la mouvance socialiste, puis du parti socialiste. Ce choix, dans cette bataille qui structure la vie politique française, n'a pas été, en effet, sans conséquence... J'en tire comme conclusion à cette étape, qu'au contraire, il faut s'affirmer et affirmer les valeurs que nous portons. Que ce principe ne s'oppose pas au rassemblement, mais qu'*a contrario*, il le nourrit.

LE VOTE UTILE À QUOI ET À QUI ?

Utile aux travailleurs, aux retraités, aux jeunes, aux familles. Utile aux côtés de celles et ceux qui souffrent des politiques libérales, du règne des marchés financiers.
Le lien qui est fait dans la réflexion qui m'est demandée tient au fait qu'en 2007, comme communiste, je suis le seul qui ait gagné une nouvelle circonscription. Le même scénario qu'en 2002, avec André Chassaigne.
Les premières interrogations que nous nous sommes posées c'est : quel combat mener ? Quelles propositions formuler ? Quelles lois porter, si j'étais élu, pour représenter les gens, les électrices et les électeurs de la circonscription ? Alors d'abord et avant tout, en quoi le député communiste serait utile pour les gens à l'Assemblée Nationale ? Sous l'intitulé « gens d'ici » nous avons décliné une démarche et des propositions disant concrètement ce qu'il fallait changer et comment, dans une circonscription, diverse dans la nature de ses activités, la sociologie de sa population, son rap-

> SUITE PAGE 16

SUITE DE LA PAGE 15 >

port au développement et aux nécessités écologiques, en s'appuyant sur les propositions de notre Parti, popularisées lors de la campagne présidentielle par Marie-George Buffet. La priorité aux couches populaires, au monde du travail, mais sans rien négliger, y compris les questions de l'agriculture et de l'environnement.
Cette circonscription issue du charcutage électoral de Pasqua en 1986 intègre une partie très populaire du Havre, un canton de sa banlieue non moins populaire, dont une commune où je suis maire, comme la commune limitrophe de la mienne. Ces deux cantons sont représentés au Conseil général par deux conseillers généraux communistes. Deux cantons de droite et un canton socialiste composent le reste de la circonscription. Circonscription plutôt taillée sur mesure pour la droite ou, en cas de perte de celle-ci, pour le PS.

ÊTRE UNE GAUCHE COMBATIVE QUI NE RENONCE PAS

Même face à cette situation, nous avons, à toutes élections, présenté des candidates et candidats communistes, et en toutes circonstances, mené campagne pour gagner. Ce qui nous a permis d'avoir toujours un score pas trop affaibli, quelles que soient les vagues présidentielles qui précédaient les législatives. Pour ma part, j'ai été candidat trois fois dans cette circonscription. Malgré de bons scores, nous étions toujours devancés par le candidat de la gauche socialiste. Mais, nous avons toujours maintenu une structure de circonscription du Parti, réfléchissant et prenant des initiatives et moi-même dans mon mandat de vice-président de la région Haute-Normandie, je participais à ce « travail » communiste et militant.
En 2007, cette famille socialiste se trouva divisée, notamment du fait d'un parachutage d'un candidat parisien, alors que celui qui fut le député socialiste – avant d'être battu par la droite – avait rejoint le PRG. Trouvant sa candidature la seule légitime, il est allé à l'affrontement avec le candidat officiel du PS. La droite qui avait repris en 2002 cette circonscription, y trouva là un espoir certain de la conserver. Or, dans les faits, les divisions nées d'ambitions personnelles de l'ancien député PS, recouvraient, sur le fond, des divisions beaucoup plus profondes dans l'électorat, comme l'a révélé le vote en 2005, sur le traité constitutionnel, pour lequel les électrices et les électeurs de la circonscription se sont prononcés massivement contre.
Le déclencheur fut sans doute aussi la question sur l'avenir de l'industrie, puisque cette circonscription est la plus industrielle de France. La réalité de ces divisions est tellement vraie qu'elle est au cœur du nouveau découpage des circonscriptions et que les deux cantons communistes réintègrent l'une des deux circonscriptions du Havre.
En 2007, le candidat que j'étais s'est donc trouvé en tête de la gauche au 1er tour avec 16,74 %. Toute la diversité de la gauche et de l'écologie, répartie sur 7 candidats, ne faisant que 46,3%. La droite, au regard de la faiblesse du total de la gauche, avec de plus, cette fois-ci, un représentant communiste « n'étant pas rassembleur par essence » dans certains esprits, lui laissait penser à sa victoire au second tour. Ce fut exactement l'inverse.
Un peu avant les législatives, entre les deux tours de la présidentielle, nous avions, en tant que parti et moi en tant que candidat, poursuivi le combat sur la base de nos propositions, autour de la candidature de gauche au 2e tour, mené une vraie bataille contre Sarkozy, son programme, ses idées. Le score au second tour des législatives fut de 51,11%, c'est-à-dire, que nous avons fait plus que le score de toute la gauche au 1er tour. À noter également, que le seul meeting que Nicolas Sarkozy a tenu pendant la campagne des législatives a eu lieu dans la partie havraise de cette circonscription. On peut estimer que cela a compté dans le fait que la région havraise a désormais deux députés communistes. Comme a aussi compté le premier essai de la droite sur « la TVA sociale » et je crois que les images diffusées à la télévision d'une chambre « bleu horizon » au soir du premier tour des législatives a effrayé les démocrates.
La conclusion que j'en tire, c'est qu'il faut être nous-mêmes, communistes, plus encore dans ce temps de crise profonde du capitalisme. C'est-à-dire la gauche combative, qui ne renonce jamais, qui porte ses valeurs transformatrices, qui maintient le lien avec le monde du travail, le mouvement syndical, associatif et les couches populaires. C'est aussi cette proximité qui est reconnue comme nécessaire et utile. Depuis, c'est la même logique qui m'a inspiré dans l'exercice de mon mandat, dans le compte rendu, dans les initiatives....
Une autre réflexion, c'est que la diversité dans le peuple de gauche, même si elle est marquée et masquée pendant un temps par le vote utile, est une réalité très profonde, traduisant un sentiment d'appartenance de classe.

> *« La diversité dans le peuple de gauche, même si elle est marquée et masquée pendant un temps par le vote utile, est une réalité très profonde, traduisant un sentiment d'appartenance de classe »*

A l'époque déjà, les prémices de la phase de la crise sociale, économique, démocratique, politique, que nous vivons aujourd'hui le confirmait. C'en est le fond. On a réveillé des réflexes d'appartenance de classe. En 2005, des villes comme Le Havre ou ma commune ont été à la tête, chacune dans sa strate, du vote NON contre le traité constitutionnel européen. À la fois dans sa dimension du rejet du traité, l'exposé d'une autre politique de l'Europe, comme dans sa dimension protestataire dans la situation faite aux gens à cette période. Les luttes et le rassemblement dans les luttes, dans la région havraise, ont été d'une puissance inégalée, inédite. Ce fut le cas contre la réforme des retraites, pour la défense des activités portuaires, dans l'automobile, dans le raffinage et la pétrochimie...
N'est-ce pas la démonstration d'un réveil de la conscience de classe et d'un regain de combativité, dans une crise qui s'approfondit ? Il apparaît qu'il ne s'agit pas seulement de lutter pour garantir les acquis sociaux, pour contrer le système capitaliste, mais qu'il existe une réelle aspiration au changement, à une autre société. Ce combat que nous menons au plan national ne s'arrête pas à nos frontières. Nous le poursuivons au plan international, auprès des peuples en lutte, pour un autre monde. C'est aussi là être « utile ».
Et pour clore mon propos, je constate que le lien entre les élus communistes que nous sommes avec ce développement du mouvement social en est d'ailleurs ressorti renforcé, car il est « utile » dans le moment que nous vivons, ainsi que pour construire une perspective concrète de changement. Comme quoi le terme « utile » peut recouvrir de nouvelles ambitions populaires. ■

***Jean-Paul Lecoq** est député communiste de Seine-Maritime.

VOTE (F)UTILE ET DÉMOCRATIE SONDAGIÈRE

Défiant la politique spectacle, regardée par le petit bout de la lorgnette des sondages, les électeurs de gauche en votant pour le candidat qui représente leurs idées marqueront la volonté d'une réelle alternative.

PAR GUILLAUME ROYER*

Qu'est-ce qu'une démocratie où l'on n'aurait le choix qu'entre deux candidats ? Pas beaucoup mieux qu'un système à parti unique, diront certains, peut-être avec raison…

Alors que les indignés d'Espagne s'étaient manifestés avant l'été au cri rassembleur de *Democracia real ya !* [Une vrai démocratie maintenant !], tout semble, dans leur pays comme dans le nôtre, concourir en permanence au contraire : la France est-elle condamnée à dériver vers un système électoral à l'américaine ? On en a perçu les prémices dès la fin de l'été lors de l'organisation des primaires du PS. Plutôt que d'être un parti indépendant, dont les militants seraient libres de choisir la ligne politique et le programme d'action, le PS a choisi de s'abandonner à la démocratie des instituts de sondages pour se présenter comme « la gauche », comme s'il n'y en avait qu'une, comme si les autres partis de gauche n'étaient pas eux aussi une partie de « la gauche », cette gauche dont on se demande parfois si le PS tient encore un moyen de la définir autrement que par une étiquette auto-accolée qui se voudrait performative…

UNE ÉLECTION À QUATRE TOURS

Puisqu'il fallait élire à l'automne dernier le candidat de « la gauche » à la présidentielle, nous étions donc en présence d'une élection à quatre tours. François Hollande était dès le départ déclaré favori. Il ne lui avait d'ailleurs pas fallu bien longtemps pour l'être après le départ forcé de Dominique Strauss-Kahn. Mais François Hollande était aussi déclaré favori par les instituts de sondages dans un deuxième tour face à Nicolas Sarkozy. Parce qu'il était déclaré favori à la présidentielle, il a gagné la primaire. Et parce qu'il allait gagner la présidentielle, il était déclaré favori à la primaire. On tourne en rond.

Ainsi l'argument principal du vote Hollande aux primaires socialistes a été que lui seul pouvait faire « gagner la gauche ». Mais à aucun moment la question de « quelle gauche » n'a été vraiment creusée sauf à travers une opposition cosmétique « gauche dure » – « gauche molle », si bien relayée par les journalistes que l'on a jamais vraiment su quels étaient les fondements programmatiques de cette distinction. Car il faut bien le dire : ce à quoi nous avons assisté n'est rien d'autre qu'un phénomène de vote utile dès le premier tour d'une élection à quatre tours, c'est à dire à un formidable recul de ce qui devrait être le fondement de toute démocratie qui voudrait un tant soi peu mériter son nom : le débat d'idées.

Cette question du vote utile se repose bien entendu à l'approche du premier tour de l'élection présidentielle, plus ou moins dans les mêmes termes. La place des instituts de sondages dans le problème est toujours centrale. En effet, sans sondages, il n'y a plus aucune justification au vote utile. Car ce qui le justifierait, dans la bouche de la majorité de ceux qui s'apprêtent à y céder, c'est bien sûr le danger d'un second « 21 avril ». Si nous pouvons d'ores et déjà les rassurer en leur rappelant que l'élection a cette année lieu le 22, il est tout de même deux points plus sérieux sur lesquels nous pouvons nous attarder.

LA POLITIQUE SPECTACLE

Le premier consiste en une critique de ce système politique dans lequel nous vivons aujourd'hui, et que l'on pourrait qualifier de « démocratie sondagière ».

> *« Nul ne pourra reprocher aux électeurs de gauche d'avoir voté selon leur conviction plutôt que pour un candidat qui ne représente pas leurs idées »*

Dans cette mise en scène qu'est la politique-spectacle (qui se traduit par exemple dans les génériques des émissions politiques, qui ressemblent de plus en plus à ceux des tournois sportifs) on voit des journalistes qui, dans les questions qu'ils posent aux candidats, s'intéressent plus aux stratégies de campagne qu'à leur contenu même. Chacun prend ou perd des points, est dans un état de grâce, ou au contraire subit un retour de bâton, et tous ces discours ont un effet performatif incroyable : il a suffi qu'on arrête quelques semaines de crier dans tous les média que les ouvriers étaient voués au « lepénisme », pour qu'alors que le thème n'était plus évoqué, un sondage sorte début mars qui vienne prouver le contraire… Ainsi, plutôt que de regarder la politique par le petit bout de la lorgnette des sondages, on pourra considérer qu'il est plus intéressant de s'intéresser aux programmes, aux propositions (et de comprendre leur sens), bref d'aller s'éduquer en allant chercher, chez chacun des partis, les arguments à la source. On s'apercevra bien sûr au passage, et c'est une bonne chose, que certains n'en ont pas de sérieux, puisqu'ils se satisfont de cette politique-spectacle.

> *« Le PS a choisi de s'abandonner à la démocratie des instituts de sondages pour se présenter comme « la gauche », comme s'il n'y en avait qu'une, comme si les autres partis de gauche n'étaient pas eux aussi une partie de « la gauche »*

Le FN, de madame Le Pen, est le premier d'entre eux, qui n'entre dans les maisons que par la télévision. On se rappellera enfin, si cela peut faire réfléchir, que les Tunisiens, lors de l'élection de leur assemblée constituante en octobre 2011, ont eu cette bonne idée d'interdire les sondages… Au passage, les programmes d'Éva Joly pour EELV, et de François Hollande pour le PS sont disponibles en ligne. Celui du Front de gauche et de Jean-Luc Mélenchon déjà vendu à 300 000 exemplaires, est en vente en librairie. Les sites du NPA et de LO, et des autres partis précédemment cités regorgent de ressources et de communiqués de presse exprimant les positions des partis.

Le deuxième point, c'est pour ceux que le premier n'a pas convaincu. À quoi sert Madame Le Pen ? Dans le contexte actuel, un de ses rôles principaux est justement de faire peur : son existence en arrange beaucoup, car elle est en cela la clé de voûte du système « bipartidaire ». Sans elle, pas de vote utile. Sans elle, chacun des partis de gauche serait devant ses responsabilités quant au programme

> SUITE PAGE 18

SUITE DE LA PAGE 17 >

qu'il présente aux électeurs : aucun ne serait en position de se prétendre plus représentant de la gauche que les autres, car c'est le premier tour de l'élection qui jouerait le rôle d'une vraie primaire à gauche. Alors qu'en est-il aujourd'hui ? Eh bien, si on accepte d'en croire les sondages, c'est l'évidence même… Si Madame Le Pen peut bien prendre la place d'un des deux désignés d'avance au second tour, c'est bien celle du candidat de droite, et non de gauche ! Et c'est d'ailleurs bien naturel puisque les nouveaux électeurs FN sont majoritairement d'anciens votants UMP écœurés par cinq ans de sarkozisme… Le vrai vote utile, face au FN, c'est Sarkozy !

UN VÉRITABLE DÉBAT D'IDÉES

Aujourd'hui il est encore temps de faire en sorte que le débat d'idées reprenne en considérant toutes les voix de gauche comme légitimes, et que le peuple puisse trancher au sein des élections pour savoir quelle gauche il souhaite pour le représenter. Des percées comme celles du Front de gauche, pour ne pas les citer, qui rassemble les plus gros meetings de la campagne, montrent qu'il n'est pas évident pour tous de se rallier à « la gauche » personnifiée par le candidat Hollande. Comme à leur habitude, les sondages, parce que c'est l'essence même d'un système fondé sur eux, ont favorisé le candidat le plus centriste, car chacun fait son choix au moins en partie en fonction du choix qu'il croit être celui des autres. Mais quand viendra le temps du vote, il n'est pas sûr qu'il sera réellement le plus apte à rassembler toute la gauche… Et ce ne seront pas les électeurs qui seront responsables : nul ne pourra reprocher aux électeurs de gauche d'avoir voté selon leur conviction plutôt que pour un candidat qui ne représente pas leurs idées. Surtout cette année où, étant donné le nombre de candidats à gauche, en cas de gros scores d'autres formations de gauche, il ne s'agira pas d'une « dispersion » mais bien du marqueur de la volonté d'une réelle alternative, d'une « autre gauche » ! ■

*__Guillaume Royer__ est étudiant en première supérieure au lycée Lakanal (Sceaux).
Texte paru dans *L'herbe et le clou*, mars 2012, publié avec l'autorisation de l'auteur.

Réagissez à ce dossier contactez-nous !
revue@pcf.fr

DERRIÈRE LE VOTE UTILE, LE RENONCEMENT À L'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE

Pour combattre les logiques de vote utile chez les étudiants, reprenons le pouvoir sur nos universités !

PAR MARION GUENOT*

Les étudiants communistes de ma génération ont fait leurs armes pendant le mouvement contre le CPE en 2006, qui se caractérise par un mouvement étudiant d'ampleur, massif, et déterminé. Face à cela, le gouvernement se bornait à refuser ce qu'il désignait comme étant « la dictature de la rue », à considérer nos manifestations comme un coup de force face à une majorité silencieuse qui, bien évidemment, approuvait la réforme : « J'entends ceux qui manifestent, mais j'entends surtout ceux qui ne manifestent pas » clamait alors de Villepin. Au quotidien, les étudiants s'entendaient dire, par les forces politiques de droite ou leurs relais médiatiques : « les enfants, bloquer l'entrée de son université, ce n'est pas ça la démocratie. La démocratie, c'est voter pour un président de la République, en espérant qu'il ait la possibilité d'appliquer ce que vous appelez de vos vœux. » La formidable mobilisation des jeunes a eu raison de ces discours et de ce système qui ne laissait alors aucune place à l'expression populaire.

L'UNIVERSITÉ, LIEU DE CITOYENNETÉ : OÙ EN EST-ON ?

Lorsque Nicolas Sarkozy a été élu, il s'est attaqué en premier lieu aux universités, avec un double objectif : celui de mettre les universités au service du patronat, mais aussi de mettre durablement à terre le mouvement étudiant, et de tuer son pouvoir historique de sensibilisation de l'opinion publique et de contagion des autres franges du mouvement social. Être étudiant gréviste était tout d'un coup devenu l'affaire des groupuscules extrémistes et donc passible de sanction. Autrefois joyau de la couronne du mouvement social français, le mouvement étudiant a été stigmatisé comme étant l'apanage de privilégiés, et donc devenu profondément impopulaire. La deuxième vague de réformes sur le statut des enseignants-chercheurs est venue renforcer cette dynamique de casse de l'université comme lieu de citoyenneté où se pense la société. Les luttes pour l'indépendance de l'Algérie, contre la guerre en Irak, contre les réformes des retraites ne sont plus qu'un souvenir, et nos universités des lieux de consommation de cours.

> *« Les logiques de vote utile, l'hyperprésidentialisation, l'abstention des jeunes, prennent leurs racines dans la même politique : la casse de tous les espaces de débats »*

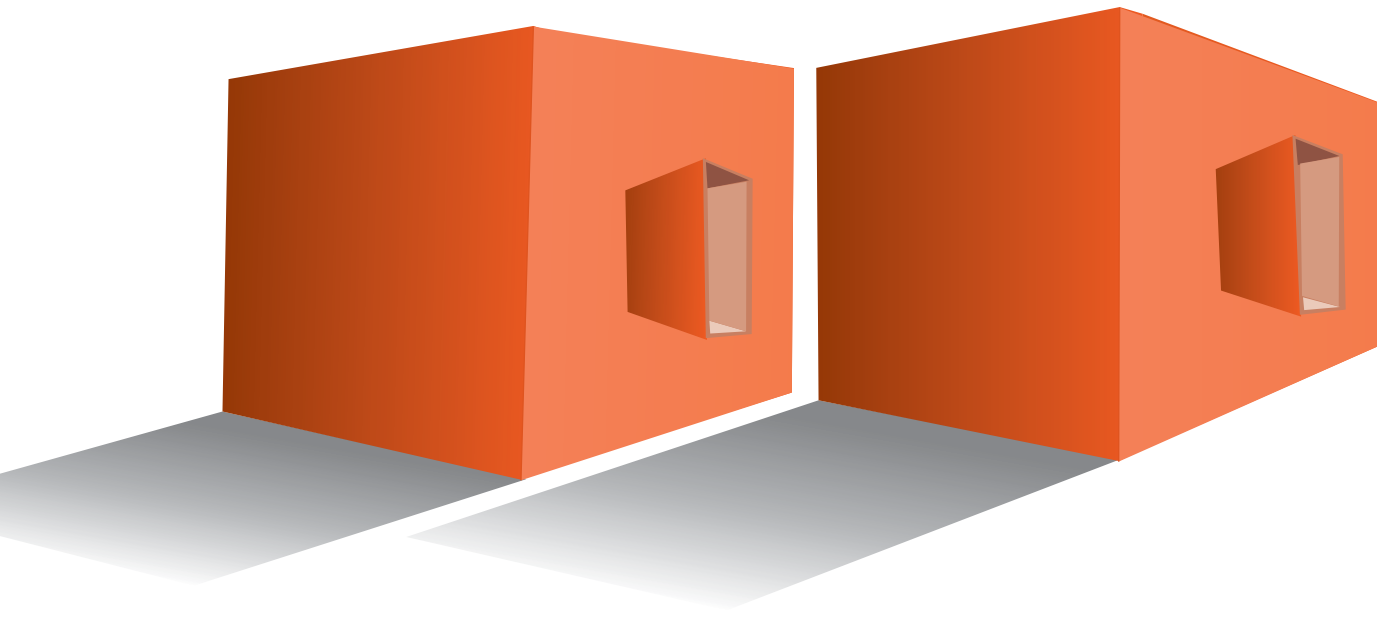
C'est donc dans un contexte où l'on restreint l'expression politique et syndicale, où l'on saisit comme prétexte la faible participation aux élections étudiantes, où, en clair, Valérie Pécresse veut « réparer les dégâts de mai 68 » que les logiques de « vote utile » prennent toute leur ampleur. Dans une situation de précarité sans précédent, l'évolution des contenus de formation conditionne le désintérêt des étudiants pour la politique. On ne pouvait donner de terreau plus fertile à l'idée selon laquelle : « peu importe le candidat et le programme qu'il porte, il faut avant tout faire barrage à l'extrême-droite ». Dans chacune de nos initiatives militantes, de la grève des loyers dans les résidences universitaires de Lille aux difficultés rencontrées pendant la mobilisation contre la réforme des retraites, en passant par nos discussions avec les étudiants, nous voyons que les logiques de vote utile, l'hyperprésidentialisation, l'abstention des jeunes, prennent leurs racines dans la même politique : la casse de tous les espaces de débats. Privés de la moindre possibilité d'avoir une prise sur les politiques en cours ni même sur leur propre avenir, les jeunes et étudiants nourrissent une grande défiance vis-à-vis de la politique. Le « vote utile » est la cerise d'un gâteau composé du découragement de la jeunesse exploitée à se faire entendre, et de l'arrogance des principaux candidats qui s'en revendiquent pour faire l'économie de nous écouter.

FACE AU VOTE UTILE, DES ARMES UTILES : NOS ORGANISATIONS

Pour arracher véritablement les étudiants à l'influence néfaste du « vote utile » donc, il ne suffit pas de leur demander de se ranger derrière un candidat plus petit aux idées meilleures ! Nous avons pris le parti de combattre ce mal à la racine, en combattant pied-à-pied la dépolitisation du milieu étudiant. Au mois de septembre, nous avons lancé notre campagne pour la nationalisation du logement étudiant. Cette campagne qui pose la nécessité de sortir ce besoin fondamental des logiques de marché, qui met le pouvoir étudiant sur le contrôle des loyers au cœur de la réponse à nos besoins fondamentaux, qui a été élaborée collectivement avec tous les étudiants et acteurs qui le souhaitaient, nous a permis de taper juste dès la rentrée universitaire. Il ne nous a fallu que quelques semaines pour recueillir plus de 20 000 signatures, des milliers d'étudiants se rassemblant en comité de résidence, organisant des actions coup de poing devant les CROUS et les agences de location privées sous le mot d'ordre *« Ni précarité, Ni charité, des logements pour étudier ! »* Quelques semaines plus tard, nous subissions le défaut de paiement des bourses, plongeant les étudiants dans une catastrophe sanitaire et sociale d'ampleur, allant jusqu'à provoquer des suicides. Une fois encore, les étudiants se sont saisis des comités de résidence pour lutter, et exiger que justice soit faite. « Ma bourse attendra ? Le paiement de mon loyer aussi ! » disaient les étudiants mobilisés de Toulouse et Bordeaux, « Pas de bourse : Pas de ticket CROUS ! » clamaient les étudiants lillois, organisant des actions resto U gratuit. Nous avons ainsi poussé les étudiants à s'exprimer par eux-mêmes, à entrer en lutte pour affirmer qu'ils sont pleinement légitimes pour définir leurs besoins et la manière d'y répondre. C'est ainsi que les députés du Parti communiste et du Parti de Gauche ont répondu à notre appel avec leur projet de loi cadre sur la jeunesse, où figurent les revendications du semestre dernier, pour de vraies qualifications, pour l'accès à la santé, pour la nationalisation du logement étudiant, pour le droit au travail, aux transports. Le gouvernement nous impose la précarité, les étudiants répondent : sécurité d'accès à la formation, assez d'être de la chair à patron, assez de profits sur notre dos !

Si la campagne du Front de gauche rencontre un fort succès chez les étudiants, c'est qu'elle permet de poursuivre ce combat. Nous avons pu nous en emparer pleinement pour nous faire entendre plus fort, loin de nous ranger derrière un homme providentiel. Les mobilisations sur le logement étudiant se poursuivent en lien avec la campagne, et dans le cadre de la semaine de la pensée marxiste, nous avons pu organiser des débats avec des intellectuels et enseignants-chercheurs sur tout le territoire, d'Yvon Quiniou à Jean Salem, en passant par Ivan Lavallée et Patrick Tort. Pour combattre les logiques de casse de l'enseignement supérieur en tant que lieu de vie et d'esprit critique, nous n'attendons pas de miracle, et poussons les étudiants à agir par eux-mêmes sur le cours des choses. C'est au fil de la réussite de ces initiatives que les étudiants ont la démonstration concrète que la messe n'est pas dite, et que l'avenir nous appartient pleinement. Bien au delà des élections, notre milieu a envie d'en découdre, il a besoin de repartir à la conquête sociale. De la rue aux urnes, et des urnes à la rue, à la rentrée c'est décidé, on reprend le pouvoir ! ■

*__Marion Guenot__ est secrétaire nationale de l'union des étudiants communistes.



Par **Gérard Streiff**

Évasion fiscale : la liste

À quelques semaines de la présidentielle, une rengaine est de retour : les fortunés veulent se tirer en Suisse. Rien de nouveau sous le soleil. Depuis 1981, au moins, on connaît la chanson. C'est vrai que pour les cossus, la Suisse est parfaite, on y est imposé sur son train de vie (logements, habillement, yacht, avions, limousines...) et non sur sa fortune. Les exilés français dans les cantons de Genève, de Vaud, du Valais ou de Zurich sont nombreux et discrets. Mais on les connaît tout de même un peu.

On parle de 2 000 Français exilés fiscaux en Suisse. Bercy ne déploie guère d'efforts pour les débusquer même si l'administration évalue entre 60 et 80 milliards d'euros les sommes que ces fuyards cachent chez les Helvètes. Les banques suisses de leur côté ne sont guère causantes. Et puis les milliardaires savent multiplier les sociétés écrans, trusts ou fondations qui empêchent – en principe – de connaître les véritables bénéficiaires des comptes. Toutefois, il existe là bas des journalistes qui font leur métier. C'est le cas de la rédaction de la revue économique romande *Bilan* (et de son homologue en langue alémanique *Bilanz*) : elle a récemment publié la liste des « 300 plus riches de Suisse ». Cette recherche de transparence, la revue la justifie ainsi : « Dans le domaine politique, les puissants sont toujours dépendants d'une légitimation populaire. Pas de ça en économie où le propriétaire ne doit affronter aucun vote populaire. » Un vrai travail d'investigation, donc, où les deux journaux ont mobilisé pendant trois mois une trentaine de journalistes. L'enquête et ses révélations ont fait du bruit.

On retiendra que ces 300 superriches, de toutes nationalités, sont toujours plus riches, une fortune en progression de 13% sur un an ; ils disposent au total de 420 milliards de francs suisses (un franc suisse = 0,8 euro), soit l'équivalent de toutes les caisses de pension du pays, ou encore plus que le PIB helvétique. Et puis l'étude présente l'intérêt tout particulier de dévoiler les noms de 44 Français membres du « club », 44 exilés de haut vol, c'est le cas de l'écrire, qui fuient ainsi le fisc et pèsent 30 milliards d'euros. Voici leurs noms en fonction de leur fortune estimée (et présentée de manière décroissante) :

FORTUNE ÉVALUÉE...

- **entre 3,2 et 4 milliards d'euros**

Famille Wertheimer (Chanel...) ; Famille Castel (Thonon, Saint-Yorre, Vichy Célestin, 33 export...).

- **entre 1,6 et 2,5 milliards d'euros**

Famille Primat (Schlumberger Limited) ; Benjamin de Rothschild (Groupe financier Edmond de Rothschild).

- **entre 1,2 et 1,6 milliards d'euros**

Famille Peugeot (Groupe PSA) ; Famille Lescure (Seb, Tefal, Rowenta, Krups, Moulinex, Calor...) ; Famille Bich (Groupe Bic) ; Famille Mimran (Compagnie sucrière sénégalaise).

- **entre 815 et 1,2 milliards d'euros**

Héritiers Louis-Dreyfus (Groupe Louis-Dreyfus, Olympique de Marseille) ; Claude Berda (Fondateur du groupe AB Prod) ; Paul-Georges Despature (Damart...) ; Famille Murray ; Nicolas Puech (Hermès).

- **entre 650 et 730 millions d'euros**

Familles Defforey et Fournier (Carrefour).

- **entre 400 et 490 millions d'euros**

Famille Zorbide (Lancel) ; Roger Zannier (Z, Kenzo, Kookaï, Oxbow, Chipie...).

- **entre 325 et 400 millions d'euros**

Famille Lejeune (Seita...) ; Philippe Jabre (Jabre Capital Partners) ; Famille Harari ; Famille Taittinger (Champagne).

- **entre 245 et 325 millions d'euros**

Alexandra Pereyre de Nonancourt (Champagne Laurent Perrier) ; Denis Dumont (Enseigne Grand Frais) ; Michel Lacoste (Vêtements Lacoste) ; Georges Cohen (Groupe Sogeti).

- **entre 165 et 245 millions d'euros**

Nicole Bru-Magniez (Laboratoire Upsa) ; Michel Reybier (Cochonou, Aoste, Justin Bridou...) ; Alain Duménil (Acanthe Développement) ; Bruno Moineville (Réseaux cablés de France) ; Antoine Zacharias (Vinci) ; Hugues de Montfalcon de Flaxieu (Maxiris) ; Christian Picart (Buffalo Grill) ; Jean Pigozzi (Simca) ; Michèle Bleustein-Blanchet (Publicis) ; Thierry Roussel.

- **entre 80 et 165 millions d'euros**

Daniel Hechter (Hechter) ; Philippe Hersant (Groupe Hersant presse) ; Paul Dubrule (Accor) ; Jean-Louis David (Coiffure) ; Maurice et David Giraud (Pierre et Vacances) ; Eric Guerlain (Groupe Christian Dior) ; Famille Ducros (Ducros) ; Jérôme de Witt (Horlogerie De Witt) ; Dominique Frémont (Mauboussin).

Il y a donc là des noms connus (Peugeot, Benjamin de Rothschild, Taittinger,

des quarante-quatre

Daniel Hechter, Eric Guerlain) et des noms plus mystérieux mais on retiendra que tous, ou presque, sont à la tête de grands groupes de l'hexagone. On retrouve là une caractéristique soulignée dans un reportage du journal *Le Monde*, intitulé « Au secours, la gauche revient ! » (7/02/12, voir extraits ci-dessous) : « Les contribuables qui se délocalisent sont des entrepreneurs qui disposent à la fois de capitaux et d'expérience plutôt que des retraités ». La liste fournie par la revue *Bilan* confirme que ces exilés français ne sont pas tant des rentiers, des chenus en fin de parcours que d'actifs managers qui prospèrent sur la surexploitation : PSA/Simca qui supprime 6 000 postes en Europe ; Carrefour qui dérégule le travail ; Vinci qui comprime les salaires ; Publicis qui organise un référendum interne pour diminuer les salaires des employés ; Hersant, le papivore, qui fait pression sur les rédactions ; Accor où les syndicats ont l'habitude de dire que dans cette société « les salaires des employés sont les oubliés de la croissance ». C'est bien cette pression salariale constante, ce véritable étouffement du salaire ici qui, dans un effet de vases communicants, alimente les coffres là-bas.

Propos d'évidence, dira-t-on. Pas du tout sûr. Le rapport de l'un à l'autre est rarement fait spontanément. Par exemple : le site web de RMC, Radio Monte Carlo, a ouvert, cet hiver, un forum précisément sur ce sujet des 44 exilés richissimes (http://www.rmc.fr/editorial/205355/les-44-francais-les-plus-riche...) ; le débat suscité a été interminable, des centaines et des centaines de réactions, totalement passionnelles, et exclusivement de nature morale. Ou bien l'internaute disait : « Et alors ? Ils en profitent ? Ils ont raison ; si on était à leur place... », une réaction largement majoritaire, bien dans l'air du temps libéral du chacun pour soi ; ou bien une colère qui tourne sur elle-même : « Ce sont des traîtres, ils ne sont plus Français. » Aucune interrogation sur le processus d'enrichissement, sur l'exploitation, sur l'inégalité comme forme naturelle du capitalisme. C'est peut-être normal dans ce genre de forums, lieux d'échanges impulsifs, sans médiateur, et partiellement ludiques ou polémiques ; mais c'est aussi, en partie, un signe du désarroi ambiant face à la crise et ses aberrations, une marque de la confusion des esprits face à l'enfumage ambiant. Dans ces disputes, personne ne fait le rapport capital / travail ! On retiendra un message, un peu plus malicieux que d'autres, disant « Je ne comprends pas ! Avec tout cet argent qui part en Suisse, dans les banques suisses, comment Petroplus (basé à Zoug, Suisse, NDR), ne peut-il pas trouver l'argent nécessaire pour ses raffineries et permettre aux ouvriers de continuer à travailler ? Quelqu'un peut-il m'expliquer ? » ■

L'AVOCAT-PASSEUR

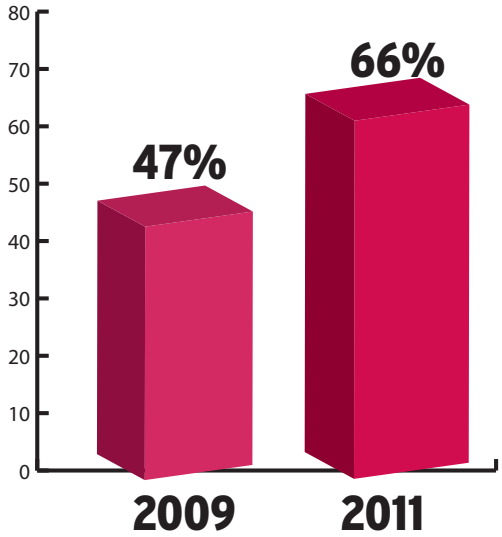
« L'avocat vaudois Philippe Kenel, star en la matière, avoue avoir aidé une trentaine de Français à passer la frontière en 2011. L'année 2012 s'annonce exceptionnelle. Pour le seul mois de janvier, il a monté le dossier de dix personnes, des Français dont la fortune dépasse les 10 millions d'euros et "qui comprennent bien que l'État français a besoin d'argent, et qu'on ne les laissera pas tranquilles, quel que soit le vainqueur à l'élection présidentielle". A Genève et ailleurs, le business de la délocalisation, également porté par les craintes suscitées par la crise de la zone euro, se porte à merveille. Comme Maître Kenel, des bataillons d'avocats, de conseillers fiscaux et de banquiers s'activent depuis quelques mois pour satisfaire les interrogations et les besoins de Français fortunés qui veulent sauter le pas avant la présidentielle. "Beaucoup n'ont pas encore pris la décision finale mais ils ont déjà sur leur table de nuit le dossier constitué" témoigne le responsable d'un *family office* (gestionnaire de patrimoine familial) qui compte parmi ses clients de très riches industriels. "Nous nous préparons à leur arrivée, car les vaches à lait maltraitées finiront par aller brouter chez nous." »
(*Le Monde*, 7/02/12)

SONDAGES

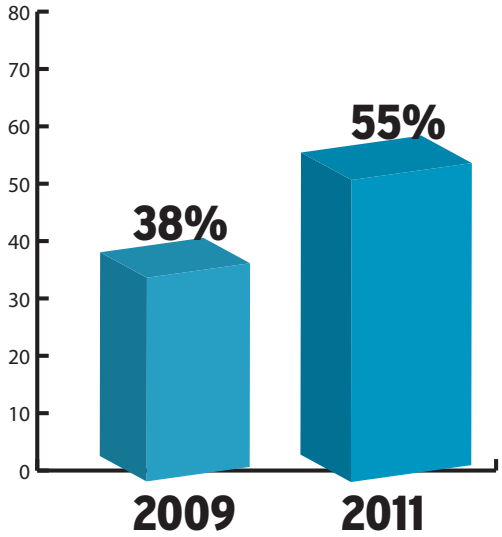
Lutte des classes à l'américaine

Martine Jacot, du *Monde*, n'en revient pas : les Américains « estiment que la lutte des classes est de retour ». C'est le titre de son papier (29/1/2012) dans le supplément « *Géo & Politique* ». En effet une enquête, réalisée par le Pew Research Center de Washington entre le 6 et le 19 décembre 2011 auprès de 2000 adultes, indique que pour 66% des sondés, la première cause de tensions au sein de la société américaine sont des conflits « forts ou très forts » entre riches et pauvres. Si jusqu'ici ces sondés mettaient en avant des thèmes comme l'immigration ou le racisme comme principales préoccupations, aujourd'hui c'est la lutte des classes qu'ils pointent du doigt. « Un curieux retournement » pour la journaliste, qui estime qu'il faut remonter aux années 1920-1930 pour trouver une telle grille de lecture. Les raisons ? L'explosion des inégalités et l'écho du mouvement « *Occupy Wall Street* ».

DIRIEZ-VOUS QUE LA PRINCIPALE SOURCE DE TENSION AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ EST DUE AUX CONFLITS (FORTS OU TRÈS FORTS) ENTRE RICHES ET PAUVRES ?



LA MÊME QUESTION POSÉE AUX ÉLECTEURS RÉPUBLICAINS :



Page réalisée par **Gérard Streiff**

REVUE RECOMMANDÉE PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART !

10 N° PAR AN

HTTP://PROJET.PCF.FR/

***La Revue du projet* est désormais en version papier, en abonnement.** Ce choix est une audace mais la période ne requiert-elle pas toute l'audace conquérante des communistes ? **L'avenir de *La Revue du projet* est donc plus que jamais entre vos mains !**

LES MIGRATIONS, LE SPORT, LA CULTURE, LE LOGEMENT…
SERONT LES THÈMES DE FUTURS DOSSIERS

ABONNEZ-VOUS À LA REVUE DU PROJET

(À photocopier et à renvoyer à l'adresse suivante) :

SERVICE ABONNEMENT
i-Abo/La Revue du projet
11 rue Gustave Madiot
91070 BONDOUFLE
Tél. : 01 60 86 03 31
Fax : 01 55 04 94 01
Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT TARIFS : Durée 1 an/10 numéros : 50 €

❑ Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de La Revue du Projet

❑ Je règle par carte bancaire : ❑ CB/VISA ❑ EUROCARD / MASTERCARD

N° de la carte ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ ☐☐☐☐ EXPIRE LE ☐☐ ☐☐

J'indique les 3 derniers chiffres du numéro imprimé au dos de ma carte ☐☐☐

Prénom .....Nom .....

Adresse .....

.....

Code Postal.....Ville.....

Mail .....Mobile(*) .....

(*) information utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement

PCF Parti communiste français

Date : __ / __ / __

Signature

> *Quand le prolétariat socialiste aura été porté au pouvoir par les événements, par une crise de l'histoire, il ne commettra pas la faute des révolutionnaires de 1848 : il réalisera d'emblée la grande réforme sociale de la propriété .*
>
> Jean Jaurès, *Socialisme et liberté*, 1898.

> *M. Mittal ne peut pas produire d'acier sans nous. Mais, nous, nous pouvons produire de l'acier sans M. Mittal.*
>
> Syndicaliste de Florange, Arcelor-Mittal, 2011.

Pour une copropriété des entreprises

Par Guillaume Etievant, Pierre Nicolas, Pierre Lafourcade*

Nous soumettons à la réflexion collective une réforme de la propriété des entreprises, la finalité étant l'abolition du privilège-clef du capitalisme qui octroie au capital seul la totalité des moyens de production, alors qu'ils sont le résultat de la combinaison productive du capital et du travail.

Alors que les plans de rigueur s'abattent sur les peuples de toute l'Europe pour payer les marchés financiers, il y a urgence à sortir du capitalisme. En effet, au-delà de la dérive financière de l'économie, cette crise est due à la nature même du capitalisme : seuls les actionnaires décident de l'avenir d'une entreprise et de la répartition de sa valeur ajoutée. En cette période critique, la responsabilité historique du Front de gauche est plus que jamais de sortir de cette exploitation fondatrice du capitalisme. Il s'agit aujourd'hui de reprendre le flambeau des grandes réformes de la propriété, comme l'ont été l'abolition des privilèges féodaux en 1789 ou les nationalisations en 1945.

LES PRINCIPES

Au cours des vingt-cinq dernières années, 195 milliards (10 points du PIB) sont passés des salaires à la rémunération du capital. Cet excès de richesse dans très peu de mains a été en grande partie investi dans la spéculation qui nous mène aujourd'hui au désastre. C'est l'aboutissement logique du capitalisme : le capital s'accumule indéfiniment en extorquant la plus-value sur les salariés. Les actionnaires tout puissants imposent des salaires de plus en plus bas pour que la répartition de la valeur ajoutée se fasse encore davantage à leur profit. La richesse créée par les salariés leur est ainsi confisquée pour rémunérer le capital et pour financer des moyens de production dont ils ne peuvent être propriétaires.

> *La part du bénéfice incorporé dans les fonds propres de l'entreprise chaque année serait donc partagée entre les actionnaires et les salariés.*

Le but de la proposition de copropriété des entreprises est de rompre définitivement avec l'accumulation du capital au seul profit de quelques-uns, en permettant aux salariés d'être copropriétaires de l'entreprise dans laquelle ils travaillent. Dans le système actuel, chaque année les fonds propres de l'entreprise augmentent par incorporation des bénéfices non distribués en dividendes. C'est le mécanisme d'accumulation, où la totalité du capital accumulé appartient aux actionnaires, alors que cette accumulation est le résultat combiné du capital et du travail.

La nationalisation est une des alternatives à cette propriété capitaliste. Mais pas la seule. Nous proposons en effet que les actionnaires ne soient plus les seuls propriétaires de l'entreprise : les salariés détiendraient également des titres de propriété. La part du bénéfice incorporé dans les fonds propres de l'entreprise chaque année serait donc partagée entre les actionnaires et les salariés. Ces titres, appelés actions de travail, ne donneraient pas droit à dividende. Car notre objectif est la substitution progressive des capitaux rémunérés par des capitaux non rémunérés, à l'image du paysan propriétaire de sa terre qui vit de son travail sans verser de rente. Cette réappropriation de l'entreprise et du pouvoir économique par les travailleurs est indispensable pour sortir du salariat, obstacle historique à l'émancipation des travailleurs comme le furent l'esclavage et le servage autrefois.

Une première étape a été franchie dans cette logique en 1945 lors de la création de la Sécurité sociale, financée par répartition et non par capitalisation. Notre but est de franchir un pas de plus en mettant fin à la rémunération du capital et donc à son accumulation. Ce pas de plus, dans la lignée de Marx et de Jaurès, nous ferait sortir du capitalisme en quelques décennies.

LA MISE EN ŒUVRE DE LA COPROPRIÉTÉ

L'augmentation des fonds propres étant le résultat combiné du capital et du travail, nous proposons qu'elle appartienne au capital et au travail selon leur contribution respective. Celle-ci peut se mesurer au prorata des facteurs de production : le capital consommé dans la production (les amortissements), et le

travail consommé dans la production (les frais de personnel). Puisque dans la totalité des entreprises la masse salariale représente plus de 50% de la valeur ajoutée, plus de la moitié de l'augmentation des fonds propres par autofinancement sera attribuée aux salariés chaque année. Si les pouvoirs publics (l'État et –ou – les collectivités territoriales) n'investissent pas dans l'entreprise, si les actionnaires ne sont que des rentiers, les travailleurs deviendront progressivement majoritaires. À l'inverse, si l'État investit dans un secteur stratégique, par exemple l'énergie, les entreprises resteront sous contrôle public. Il s'agit d'un choix du pouvoir politique qui détermine les secteurs stratégiques pour l'intérêt général. Nous aboutirons ainsi progressivement à l'abolition du salariat et son remplacement par les travailleurs associés, c'est à dire une transition du capitalisme au socialisme tel que défini par Karl Marx.

LES IMPACTS SUR L'EMPLOI ET LES SALAIRES

La copropriété aura un impact immédiat sur l'emploi et les salaires. En effet, les travailleurs co-détermineront la politique des entreprises (politique industrielle, emploi, salaires…) puisqu'ils seront devenus copropriétaires de leur entreprise et auront donc les droits de vote au conseil d'administration qui correspondront à leur part du capital.

Bien sûr, pour éviter l'émergence de nouvelles formes de domination, les syndicats et les CE conserveront leur rôle de représentation et de défense des « travailleurs associés » vis-à-vis de leur direction, fût-elle élue par eux. Et si un groupe multinational veut fermer un site en France, il devra restituer aux travailleurs de la filiale, comme aux pouvoirs publics et collectivités locales qui ont apporté des fonds, leur quote-part de la valeur de liquidation des bâtiments, machines, stocks, etc. Et s'il abandonne ses parts, le site appartiendra mécaniquement aux copropriétaires restant.

À terme, dans les entreprises où les salariés seront devenus progressivement propriétaires de la totalité du capital, la valeur ajoutée ne pourra plus du tout être versée en dividendes puisque les actions de travail ne seront pas rémunérées. Le partage de la valeur ajoutée se fera donc désormais exclusivement entre les investissements, les impôts, la réserve légale (obligation imposée par l'État d'utiliser une partie du bénéfice pour renforcer les fonds propres) et les salaires. Ces derniers pourront donc considérablement augmenter et reprendre la courbe ascendante qu'ils avaient pendant les trente glorieuses.

LES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES

Notre proposition est à la fois crédible, réaliste et issue d'une longue tradition historique. Elle se rapproche notamment des coopératives, issues du socialisme ouvrier du XIXe siècle, et de cette même aspiration des travailleurs à maîtriser collectivement l'outil de travail. Les scops (société coopérative et participative) emploient aujourd'hui plus de 40 000 personnes en France. Elles s'organisent sur le principe une personne/une voix, quel que soit le niveau de capital possédé. Mais contrairement à notre proposition, le capital détenu par les travailleurs y est rémunéré.

> ***« Si un groupe multinational veut fermer un site en France, il devra restituer aux travailleurs de la filiale, comme aux pouvoirs publics et collectivités locales qui ont apporté des fonds, leur quote-part de la valeur de liquidation des bâtiments, machines, stocks, etc. »***

Par le passé, plusieurs initiatives importantes sont allées dans ce sens : les gaullistes du CNR avaient élaboré un projet de copropriété, qui a malheureusement conduit à l'ordonnance de 1959 sur la participation : un simple intéressement aux bénéfices exonéré de cotisations sociales, toujours en vigueur aujourd'hui. Plus récemment, la CGT Renault avait proposé en 2002 l'attribution chaque année aux salariés de titres de propriété non rémunérés et l'acquisition des droits de vote correspondants au conseil d'administration.

La copropriété des entreprises, c'est la poursuite de cette logique. Le rapport de force politique n'est pas hors de portée. Un des principaux handicaps est peut-être à l'intérieur de la gauche de transformation elle-même. Après s'être opposée au courant anarcho-syndicaliste qui donnait la primauté à la conquête du pouvoir économique par les travailleurs en occultant la nécessité de la conquête du pouvoir politique, la gauche de transformation a donné à l'inverse la primauté à la conquête du pouvoir politique au détriment de la conquête du pouvoir économique « de l'intérieur » des entreprises. Sa stratégie s'est centrée sur la maîtrise publique du crédit aux entreprises, une fiscalité incitative, une réglementation sociale plus contraignante, c'est-à-dire sur l'action sur les entreprises « du dehors » comme disait Jaurès. Après l'échec de la propriété d'État et du communisme au XXe siècle, devant la difficulté à « nationaliser les multinationales », la question de la propriété, et plus largement, celle du travail, a progressivement perdu de sa centralité dans la gauche de transformation à partir de la fin du XXe siècle. Ce mouvement peut aujourd'hui s'inverser.

*__Guillaume Etievant__ est expert auprès des comités d'entreprise et président de la commission Économie du Parti de Gauche.

*__Pierre Nicolas__ est ingénieur de recherche, ancien responsable syndical chez Renault.

*__Pierre Lafourcade__ est un ancien dirigeant d'une grande entreprise, membre de la commission Économie du Parti de Gauche.

__Remerciements :__ nous tenons à remercier tout particulièrement pour leurs contributions à cette proposition la CGT Renault et son responsable lors des élections CA de 2002, Philippe Martinez, la section du PCF de Renault Technocentre et son secrétaire Alain Tailleur, Daniel Bachet, sociologue, la commission Économie du PG qui a adopté le principe de cette proposition, et le comité PG du 92 sud pour ses critiques constructives.

Une proposition et une démarche inventives pour aider les salariés des PME-PMI.

Mais aussi, une préoccupation mondiale, l'accès à l'eau pour tous...

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

UN DROIT DE PRÉEMPTION POUR LES SALARIÉS EN CAS DE CESSION DE LEUR ENTREPRISE

Une initiative de démocratie participative au service du maintien et de la création d'emplois à laquelle se sont associés le Pcf et le Front de gauche

En 2007 sortait le *Guide de l'économie équitable* publié par la Fondation Gabriel Péri. Parmi les auteurs, Daniel Arnaudin, directeur de l'Union régionale des SCOP (à l'époque, Sociétés coopératives ouvrières de production d'Île-de-France, aujourd'hui sociétés coopératives participatives), soumettait l'idée de créer par la loi un droit de préemption des salariés pour racheter leurs entreprises et en faire une coopérative.

UN PROJET DE PROPOSITION DE LOI

Cette idée, Ap2E, Agir pour une économie équitable a voulu aider à la transformer en une réalité concrète, par la rédaction d'un projet de proposition de loi.

C'est urgent : dans la décennie qui vient, 30% des entreprises PMI-PME changeront de propriétaire. Les patrons de 700 000 d'entre elles partiront en retraite, le sort de 3 millions de salariés est en jeu. Que vont devenir ces entreprises ? Seront-elles absorbées par de grandes entreprises multinationales ? Seront-elles reprises par les enfants du propriétaire de l'entreprise ? C'est le cas de 9% des PME-PMI vendues. Seront-elles fermées ? La conjoncture de crise et de chômage le fait craindre.

La transformation récente d'Hélio Corbeil en coopérative de production, – SCOP – montre qu'une telle loi permettrait aussi aux salariés de devenir des citoyens économiques, responsables de la bonne marche, des orientations et de la gestion des entreprises, en empêchant les délocalisations et les cotations en bourse.

C'est une des pistes qui peut modifier tout à la fois le rapport au travail, les conditions de travail, le rôle de ces entreprises dans la production de biens et services utiles.

Le projet rédigé par Ap2E est basé notamment sur le préambule de la Constitution de 1946 qui énonce « le droit de travailler et le droit d'obtenir un emploi, le droit à la participation et à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises », sur la législation qui, en cas de vente d'un logement par son propriétaire protège le locataire en lui permettant de se porter acquéreur par un droit de préemption.

UNE DÉMARCHE NOUVELLE

Pour que la loi soit portée à l'ordre du jour du Parlement avec une chance de succès, nous sommes sortis des sentiers battus et avons initié une démarche nouvelle :

- faire connaître le projet aux parlementaires intéressés aux questions de l'économie sociale ainsi qu'aux acteurs de l'économie sociale, syndicats, associations...
- conduire une campagne d'opinion pour obtenir un soutien le plus large possi-

2012 A ÉTÉ PROCLAMÉE ANNÉE INTERNATIONALE DES COOPÉRATIVES PAR LES NATIONS-UNIES.

A travers cette initiative et dans un contexte où le monde connaît l'une des crises les plus difficiles de son histoire, la communauté internationale reconnaît l'efficacité du modèle coopératif, sa pertinence face aux excès du capitalisme et son apport en termes de pratiques économiques et sociales : gouvernance démocratique, partage des décisions, répartition équitable des bénéfices, innovation...

Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes sont membres de coopératives à travers le monde.

En Europe, l'Italie, l'Espagne et la France sont les premiers pays en nombre d'entreprises coopératives : 41 552 coopératives en Italie, 24 276 en Espagne et 21 000 en France...

La France, avec 23 millions de membres, est le pays européen qui compte le plus grand nombre de coopérateurs. **(source : www.les-scop.coop/sites/fr/)**

ble et une participation citoyenne active à la rédaction du projet ;
- nous avons fait se rencontrer des acteurs de l'économie sociale, des partis politiques, élus territoriaux, syndicats, associations, administrateurs judiciaires, professionnels de la cession d'entreprise, syndicats de salariés et d'employeurs, universitaires, média spécialistes de l'ESS, citoyennes et citoyens de la société civile pour examiner ensemble le projet, publiquement.

Deux réunions ont permis de recueillir, en toute transparence, les avis d'une centaine d'acteurs très divers, d'acter les convergences et divergences, de modifier et d'améliorer le projet dans le sens de plus de droits pour les salariés, des précisions sur le financement de ces achats d'entreprises, notamment par l'appel à la solidarité à travers l'utilisation de l'épargne salariale. Une rencontre de salariés de douze entreprises en lutte, dont certaines souhaitant reprendre leur entreprise en SCOP, a conforté la démarche.
Le projet ainsi rédigé sera remis à l'ensemble des groupes parlementaires, afin qu'ils le traduisent dans un texte de loi, en toute connaissance des aspirations des uns et des autres. ■

Sylvie Mayer

Responsable du secteur Économie sociale et solidaire du PCF.

ÉCOLOGIE

L'EAU N'EST PAS UNE MARCHANDISE !

Elle est un bien commun de l'humanité qui impose une rupture avec les logiques capitalistes.

Du 11 au 17 mars, le droit à l'eau a été au cœur de l'actualité écologique mondiale. Le Forum mondial de l'eau (FME) à Marseille devait être celui des décisions. Il a accouché d'une souris. Le président de la République devait l'inaugurer et faire une annonce majeure. Il a fuit le sujet et a délégué son premier ministre. Ce dernier s'est contenté d'annoncer le versement d'une dotation de 50 millions d'euros dédiée à l'Afrique. L'État français s'est engagé à peu de frais. C'est l'exact montant qu'il a prélevé aux agences de l'eau privant ainsi les communes de subventions essentielles à leurs investissements.
Le FME est organisé, pour une grande partie, par des multinationales qui cherchent à s'approprier l'eau dans le seul but d'accroître leurs profits. Il a été loin de traiter l'aspiration grandissante à une véritable gestion publique de l'eau, ici et dans le monde. Cependant, lors des débats, nombre d'interventions exprimaient cette attente. La vocation des entreprises privées à générer du bénéfice sur une ressource vitale souvent bien difficile à préserver, à prélever ou à assainir a été interrogée. Seules de grandes institutions de service public comme le SIAAP (syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne), présidé par Maurice Ouzoulias (PCF), a permis de faire entendre un autre son de cloche répondant ainsi au souhait de Magali Giovannangeli (PCF) présidente de l'agglomération des pays d'Aubagne de bâtir un lien entre le forum officiel et le forum alternatif afin « de ne pas redouter la confrontation et d'ouvrir des possibles ».
Car les citoyens n'étaient pas conviés aux débats du forum officiel, pas plus que les syndicats ou les associations environnementales et d'usagers. Tous ceux-là se sont donc retrouvés au Forum alternatif mondial de l'eau (FAME) soutenu par le PCF, le PG, la GU et le PGE afin de porter ensemble l'exigence de la sortie de l'eau du marché. L'ANECR y tenait un stand. Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon s'y sont rendus ensemble afin d'apporter leur soutien et porter les propositions du FdG.
La délégation du PCF conduite par Pierre Laurent a rencontré tous les acteurs, élus, syndicats et citoyens qui agissent pour le droit à l'eau réaffirmant que l'eau est un bien commun de l'humanité qui impose une rupture avec les logiques capitalistes. Ouvrir un nouveau champ de solidarité nationale par un autre financement de l'eau.

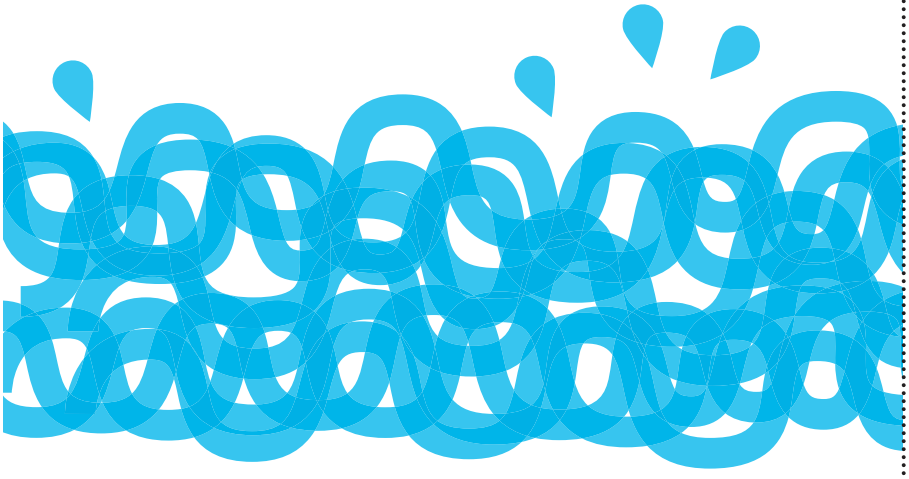
Ce n'est plus, en effet, aux seuls usagers de supporter, sur leur facture, le poids des investissements à réaliser pour atteindre le bon état écologique de l'eau. La délégation a réaffirmé que seul le service public peut garantir l'égalité et son accès à chacun. Il doit être l'outil de la mise en œuvre d'un tarif unique modulé sur l'ensemble du territoire et assurer la péréquation financière entre les collectivités locales qui doivent conserver la compétence de la gestion de l'eau. Le service public national de l'eau doit les accompagner dans leur gestion publique, permettre la réappropriation des enjeux de la recherche, du développement de la formation, aujourd'hui détenus par le privé, et agir pour un contrôle démocratique associant les citoyens.

AGIR POUR LA CRÉATION D'UN NOUVEAU DROIT SOCIAL

Il est en effet urgent de dépasser le système curatif d'aide à l'impayé et instaurer un nouveau droit. Il faut asseoir un nouveau financement, instaurer un principe de solidarité nationale mettant à contribution les revenus financiers issus de la marchandisation de l'eau. ■

Hervé Bramy

Responsable du secteur écologie du PCF.



Par **Alain Vermeersch**

La polémique gauche-droite sur la taxation des riches

En annonçant qu'il comptait taxer à 75 % les plus riches des Français, François Hollande veut défier Nicolas Sarkozy. Mais qu'en est-il en réalité ?

UN EFFET D'ANNONCE ?

« En donnant sciemment un coup de barre à gauche, ce qui ressemble à un signal donné aux électeurs tentés par la candidature de Jean-Luc Mélenchon. C'est peu dire, en effet, que la proposition du candidat PS de taxer les plus riches n'est pas passés inaperçue. » relève Dominique de Montvallon (*France Soir* 28/02). Pour le journaliste, Hollande « poursuit quatre objectifs. Sortir d'un registre trop 'sage'. Envoyer un signal à la 'gauche de la gauche'. S'adresser à l'électorat ouvrier qui ne croit plus à l'alternance version PS. Quatrième cible : le candidat Sarkozy, longtemps sous-estimé par l'équipe Hollande, laquelle s'attend de sa part à tous les culots. »

Bien entendu, Yves de Kerdrel *Le Figaro* joue au voltigeur « Lorsque François Hollande harangue ses troupes en leur assénant que l'Argent a pris le pouvoir, il n'apporte aucune solution. Il se contente de flatter les instincts les plus bas d'un populisme qui s'élevait déjà il y a des décennies contre les Juifs de Francfort, les gnomes de Zurich ou le Mur de l'Argent. Quand Nicolas Sarkozy pose à la fois le problème "des profiteurs d'en haut et des profiteurs d'en bas", c'est-à-dire des abus de l'assistanat comme des scandales de certaines rémunérations de dirigeants, il soulève un dysfonctionnement grave de la société qui peut être réglé et qui doit être réglé. La richesse est évidemment salutaire, nécessaire et utile. Qui pourrait le nier – à part Jean-Luc Mélenchon ? »

Nicolas Sarkozy n'a t-il pas « estimé qu'avec la proposition de créer une tranche d'impôt à 75 %, les très riches n'ont aucun intérêt à rester en France. » Elsa Freyssenet (*Les Echos* 29/02) admet « L'autre inconnue est la façon dont cette mesure sera ressentie dans les classes populaires. A priori, la colère est grande contre l'augmentation des revenus des grands patrons. Mais Nicolas Sarkozy et ses troupes ne cessent de dénoncer une folie fiscale, qui, selon lui, isolerait la France. »

LA LEVIER DE BOUCLIER DU GRAND PATRONAT

Maurice Lévy, le président de l'association française des entreprises privées (Afep) « juge la mesure prônée par le candidat socialiste parfaitement négative pour la compétitivité. Une prise de position d'autant plus cocasse que Maurice Lévy avait signé l'été dernier, en pleine crise des dettes souveraines et préparation du premier plan de rigueur, un appel public visant à taxer plus les riches dans une logique de cohésion sociale, souligne *Le Figaro* 03/03. Pour ce quotidien, « Pour Maurice Lévy, cette proposition de François Hollande ne vise au final qu'à diviser les Français et à'priver ceux qui réussissent des fruits de leur talent. » Antoine Seillière lui emboîte le pas (*Les Echos* 29/02) « Cette proposition d'un taux d'imposition à 75 % est ridicule » remarque-t-il avant d'ajouter « Cela veut dire que la France ne veut pas faire venir du monde entier des grands talents du management[...] Les préoccupations économiques et morales ne sont pas convergentes. La mission d'un conseil d'administration est de faire réussir l'entreprise pour créer de l'activité et de l'emploi. De toute façon, pour quelqu'un qui est au SMIC, tous ces chiffres n'ont aucun sens. »

UNE PROPOSITION CONTESTÉE

« En somme, ce taux à 75 % a pour fonction de frapper les imaginations, mais ne rendra pas pour autant le système français des prélèvements plus progressifs. Il restera même fortement dégressif pour les plus hauts revenus » déplore Laurent Mauduit (*Mediapart* 29/02). « Si on prend en compte l'ensemble des cotisations sociales, des prélèvements de CSG et de l'impôt sur le revenu avec un taux supérieur à 41 %, on se rend compte que le système est progressif pour les revenus faibles et moyens et devient dégressif pour les très hauts revenus. Et si on relève le taux marginal de l'impôt sur le revenu à 75 %, sans toucher à l'assiette des prélèvements, comme le suggère François Hollande, que se passe-t-il ? C'est une fausse réforme car le système des prélèvements obligatoires reste toujours dégressif pour les plus hauts revenus. François Hollande a inventé la réforme fiscale canada dry. » Thomas Piketty constate également « Seule l'arme fiscale peut calmer le jeu et dire qu'on peut être un chef d'entreprise compétent et gagner moins d'un million d'euros par an. C'est une étape importante qui permet de sortir de l'idéologie du toujours plus. » Mais, ajoute-t-il « Cela reste insuffisant et imprécis[...]Les trois quart des revenus financiers ne sont pas soumis au barème de l'impôt sur le revenu. L'UMP et le Modem par-

lent pour leur part de spoliation, d'impôt confiscatoire [...]. Les conservateurs sont en retard d'une guerre. » Il constate enfin « Lors de la dernière décennie, les baisses d'impôts par la droite ont donné l'équivalent d'un 13e mois aux revenus supérieurs à 500 000 euros par an ! Se contenter de revenir à 45 %, c'est timide vu l'ampleur des enjeux. Il faut simplifier et clarifier notre système fiscal. »

« LE GRAND SOIR FISCAL »

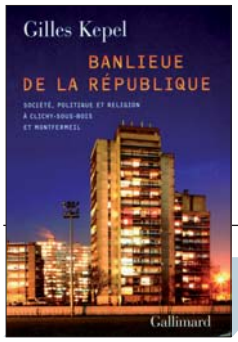
Françoise Fressoz relève « Cette fois, on y est. Au centre de l'affrontement gauche-droite. Que faire des riches ? La France n'a toujours pas réglé son problème avec l'argent. Nicolas Sarkozy aime les riches et ne s'en est jamais caché. Parce qu'il les aime trop, il tarde à voir que la crise financière de 2008 a tout changé, les banques (qui ont) bénéficié d'aides massives de l'État sont devenues indécentes. Il finit par agir, mais à contrecoeur et à contre-temps. François Hollande reconnaît désormais qu'il existe des richesses fondées sur le talent, le mérite, l'engagement, la création d'entreprise et qu'il faut aussi des riches dans la société. Mais à peine l'a-t-il admis qu'il sort le bazooka : un taux marginal de 75 % appliqué aux revenus de plus de 1 million d'euros pour riposter aux 34 % d'augmentation que se sont octroyés les patrons du CAC 40. Le coup est d'abord politique. »
Selon Dominique Seux (*Les Echos* 08/03) « L'impôt est en train de devenir l'alpha et l'oméga de la campagne présidentielle 2012 sur le terrain économique. Nicolas Sarkozy a répliqué avec une proposition d'un impôt minimum sur les bénéfices réalisés en France par les sociétés du CAC 40. Le problème est que cette campagne fait entendre un air désagréable, celui de la recherche du bouc émissaire, qu'il s'agisse des contribuables aisés ou des très grandes entreprises. Montrer du doigt une seule classe sociale et économique sans aucune considération sur ce qui se passe au-delà de nos frontières apparaît surtout comme un moyen commode, et dangereux, de faire l'impasse sur des sujets moins gratifiants sur le plan électoral, qui nécessitent en réalité plus de courage. »
Il conclut « Les citoyens-contribuables avertis comprendront facilement que ces surenchères pour quelques-uns sont là aussi pour faire accepter demain à tous des hausses de prélèvements. »
Le même quotidien note (08/03) « Pour le président sortant comme pour son rival PS, l'enjeu du bras de fer est de taille : envoyer aux électeurs un signal de justice sociale. Le président sortant n'ignore rien des écarts de fiscalité existant entre les grandes entreprises, qui paient peu d'impôt sur les sociétés, et les PME, fortement pressurisées, mis en évidence dans un rapport du budget à l'Assemblée nationale, Gilles Carrez. »
« Beaucoup se demandaient, notamment dans son propre camp, si François Hollande n'était pas un peu mou. » constate Pierre-Antoine Delhommais (*Le Point* 08/03). « Au-delà ce doute levé sur sa personnalité, il faut reconnaître un mérite supplémentaire à l'idée de M. Hollande de surtaxer les riches . C'est précisément de constituer... une idée. » Celle-ci « pose sans détour le problème majeur des inégalités croissantes dans notre société, problème bien identifié par nos meilleurs économistes et intellectuels. La question, pas morale, mais économique, est de savoir si s'en prendre aux riches est le meilleur moyen de combattre la pauvreté. Sans doute non. Difficile de s'en prendre aux riches sans s'en prendre à la richesse, à la création de richesse, donc à la croissance, seule capable de rendre durablement les pauvres moins pauvres. »
Il conclut « Mais tout le monde a compris qu'un impôt à 75 % provoquerait l'exil immédiat des meilleurs dirigeants d'entreprise ou des créateurs les plus talentueux. »

« JE NE SUIS PAS DANGEREUX »

A Londres, le candidat socialiste a obtenu le soutien du leader du Parti travailliste, Ed Miliband sur la question de la régulation financière. *Les Echos* (01/03) remarquent « Même si, à son arrivée de l'Eurostar, le candidat socialiste a lancé un "je suis pas dangereux" en direction du quartier financier de Londres. François Hollande, qui veut renégocier le pacte fiscal européen et se dit favorable à une taxe sur les transactions financières, a insisté sur le fait que la finance doit créer de la richesse, mais pas au détriment de "l'économie réelle". »

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages, des films, des DVD...

Banlieue de la république



Société, politique et religion à Clichy-sous-bois et Montfermeil

Gallimard, 2011

GILLES KEPEL

PAR PATRICK COULON

Cet ouvrage – bien que commandé par l'ultralibéral Institut Montaigne – est riche d'enseignements. Grâce à une enquête d'une année, entre l'été 2010 et l'été 2011, autour d'entretiens approfondis avec cent personnes, *Banlieue de la République* donne la parole à ceux qui y vivent.

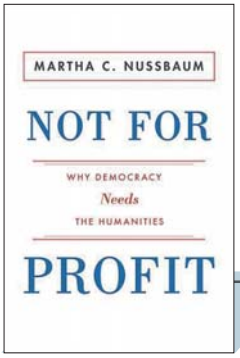
Il permet à tous ceux qui s'intéressent à ces problématiques de lire comment ces habitants voient la cause des difficultés que vivent la plupart d'entre eux, et répondent à des questions aussi diverses que : se sont-ils organisés pour faire face à l'adversité, et envisager l'avenir ? Comment cohabitent des populations d'origines très diverses, de l'habitat social aux zones pavillonnaires ? Que peut faire l'école pour éduquer et sociabiliser des jeunes générations fragiles en provenance des pays les plus déshérités du continent africain ? Comment assurer la sécurité, en liaison avec un nouveau commissariat, et quelles leçons tirer des émeutes ? Comment les jeunes commencent-ils à s'engager significativement en politique ? Quelles sont les incidences sur les équilibres électoraux à venir ? Comment la religion – l'islam en premier lieu – a-t-elle pris une importance sociale de premier plan, après la désindustrialisation et l'effondrement de la culture ouvrière ?

Le choix du lieu n'est pas anodin : Clichy-Montfermeil, c'est le territoire où ont éclaté les violences urbaines de 2005. C'est aussi le territoire qui a connu le plus grand plan de rénovation urbaine de France.

On y voit comment l'islam a fourni une « compensation » au sentiment d'indignité sociale, politique et économique. L'islam s'est développé en l'absence de la République, plus qu'en opposition, en liaison avec les dégâts des politiques ultralibérales. La demande de moyens importants pour l'éducation, d'une autre politique de sécurité, les contradictions à l'œuvre entre le rejet de la politique telle qu'elle est et la volonté d'être acteur sont confirmés.

Le lecteur de la *Revue du Projet* ne pourra qu'apprécier la conclusion de l'introduction de Gilles Kepel : « Sans doute est-ce la faible capacité d'attraction de la promesse laïque qui interroge le plus au terme de cette recherche : mais la laïcité a-t-elle un corps qui ne soit pas social – comme le dit son beau nom grec, *laïkos*, qui signifie qu'elle est "du peuple" ? Il faudrait pour cela que l'insertion dans la société par l'emploi rende au peuple dans sa diversité une pleine croyance dans les valeurs de la nation, et que l'éducation lui en ait fourni les capacités, face aux défis quotidiens d'un univers mondialisé et postindustriel qui bouleverse les repères d'hier ». Je ne suis pas sûr que les dirigeants de l'Institut Montaigne s'attendaient à de tels propos.

Not for profit



Why democracy needs the Humanities

Princeton University Press, 2010

MARTHA C. NUSSBAUM

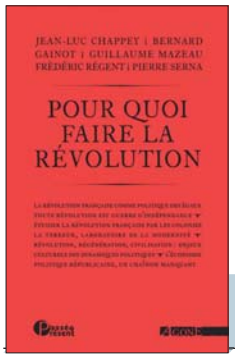
PAR MARINE ROUSSILLON

Pourquoi la démocratie a-t-elle besoin des lettres, des arts et des sciences humaines ? Dans le contexte d'une crise de l'éducation et de menaces croissantes sur les humanités, Martha Nussbaum, professeure de philosophie à Chicago, oppose à « l'éducation pour le profit » qui se développe le projet d'une « éducation pour la démocratie » dans laquelle les humanités joueraient un rôle essentiel. Selon elle en effet, ces disciplines développent des compétences nécessaires à la formation des citoyens : l'esprit critique et la propension à l'empathie, c'est-à-dire à imaginer ce que les autres peuvent ressentir et à en tenir compte. L'argumentation est claire, le projet louable, et les exemples d'autant plus intéressants qu'ils sont choisis dans des systèmes éducatifs peu connus du public français : principalement les États-Unis et l'Inde.

On peut cependant s'interroger sur le lien étroit construit par l'auteure entre démocratie, émotions esthétiques (suscitées par les arts et les lettres) et morale. Tout en revendiquant le rôle des humanités dans la formation de l'esprit critique, elle affirme en effet la valeur morale et politique des émotions suscitées par les textes (l'empathie), comme si ces émotions et les valeurs dont elles sont porteuses ne pouvaient pas être soumises à l'examen de la raison. Éduquer pour la démocratie, dans cette perspective, c'est transmettre (ou imposer) les valeurs démocratiques, et non donner à chacun les moyens de se positionner librement face à ces valeurs (et aux autres).

On reconnaît dans cette argumentation, pourtant au service de la défense des humanités, la même conception des lettres et des arts qui a présidé aux réformes récentes des études littéraires en France. Cette tendance à transformer le cours de lettres en cours de morale prend sens dans le cadre de l'imposition d'un nouveau modèle démocratique : le modèle libéral du *care*, dans lequel les droits et les devoirs de chacun ne sont plus garantis que par l'empathie de chacun pour les autres, et non par des institutions qui dépassent les

individus. Mais pour que cette nouvelle forme de la démocratie libérale voie le jour, il est paradoxalement nécessaire que l'État intervienne pour former les futurs citoyens à l'empathie : voilà pourquoi cette démocratie a besoin des humanités.



Pour quoi faire la révolution

Agone, 2012

JEAN-LUC CHAPPEY, BERNARD GAINOT, GUILLAUME MAZEAU, FRÉDÉRIC RÉGENT ET PIERRE SERNA

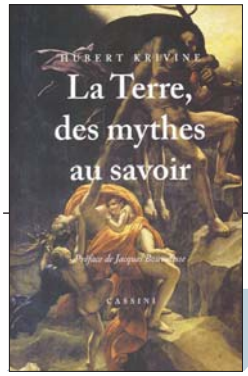
Par Louis Gabriel

C'est d'histoire qu'il s'agit dans ce petit livre rouge : les cinq auteurs sont membres de l'Institut d'histoire de la Révolution française. Leur ambition est pourtant liée à une actualité, à la fois historienne et politique : vingt ans après la chute du mur, on ne pense plus la Révolution comme on la pensait en 1989. Contre les pensées simplificatrices, contre « les analogies paresseuses et anachroniques entre révolution et totalitarisme », mais aussi contre les récits dorés et autres mythologies, ce livre entend « redonner à la Révolution française sa dimension de laboratoire du politique ».

Pierre Serna, dans un premier chapitre particulièrement original, opère un renversement de perspective : « ce ne serait pas des centres que seraient venues les révolutions » mais d'espaces périphériques « qui se trouvaient inscrits dans des logiques de domination, voire de colonisation ». Il propose donc d'étudier la révolution de 1789 comme une guerre de décolonisation au sein d'un processus étendu du XVI[e] au XVIII[e] siècle et tout aussi important que la construction des États.

Frédéric Régent répond ensuite à la question « pourquoi faire l'histoire de la Révolution française par les colonies » en étudiant les « interactions du processus révolutionnaire des deux côtés de l'Atlantique ». Le chapitre III est une synthèse sur la « Terreur » remarquable par sa clarté et son intelligence. Loin de toute mythologie, Guillaume Mazeau fait des années 1793-1794 un moment clé de la « transition démocratique ». Revenant à notre actualité, il souligne les dangers que les politiques de lutte contre le terrorisme font courir aux libertés civiles. Dans le quatrième chapitre, Jean-Luc Chappey étudie la manière dont entre 1789 et 1802 les élites politiques ont défini leurs rapports avec le peuple pour fonder leur pouvoir. On voit là se former les « élites bien-pensantes » d'aujourd'hui, qui distinguent « un personnel politique présenté comme seul apte à savoir ce qui est bon, et un peuple ignorant et archaïque ». Bernard Gainot réfute enfin l'idée d'une coupure historique au moment de la chute de Robespierre et propose de faire de l'histoire sociale à partir du concept d'économie politique.

Le volume tient les promesses de son introduction : il produit « un savoir démocratique et critique » assurément utile. Mais pourquoi dire que les lecteurs auxquels il s'adresse sont « appelés de plus en plus à se diriger seuls face à des contraintes sociales et politiques de plus en plus fortes » ? Il est paradoxal, de la part d'un collectif d'auteurs, de présenter une histoire de la Révolution qui minimise le rôle des collectifs militants et semble suggérer qu'il n'en existerait plus aujourd'hui.



La Terre, des mythes au savoir

Cassini, 2011

HUBERT KRIVINE

Par Ivan Lavallée

Hubert Krivine nous livre un ouvrage qui fera date. On y assiste à la naissance d'une démarche scientifique consciente d'elle-même, et en fait à l'émergence des Lumières. Comment les hommes en sont venus à se débarrasser des mythes, religieux ou autres, en regardant les cieux et la Lune et en explorant la Terre ? Comment en cherchant à mettre en cohérence la bible avec ce qu'ils voyaient, en sont-ils arrivés à faire en quatre siècles vieillir la Terre de 4 000 à 4 milliards d'années ? Quelle a été la démarche, tortueuse parfois et non sans chausses-trappes, commencée par les savants arabes et qui a conduit aux Lumières de la Renaissance ?

L'heure de la pensée scientifique commence avec les premières horloges, et les limbes en sont l'astrologie, l'alchimie, la magie et les horoscopes. On voit là comment le développement de la connaissance scientifique est fait d'avancées et de reculs et comment un modèle erroné peut faire avancer la science. La science apparaît comme une construction sociale : elle met en jeu nombre de disciplines et d'acteurs. La détermination de l'âge de la Terre aura eu besoin de passer de l'astronomie de Képler et Copernic à la physique nucléaire via Darwin, la chimie et la thermodynamique. On est loin là du chercheur génial isolé et des « initiatives d'excellence ».

En cette époque de crise systémique marquée par le retour du religieux et de l'obscurantisme, par un « relativisme scientifique » qui touche parfois aussi des travailleurs scientifiques, ce travail est un bon antidote. Hubert Krivine pointe aussi les abus sectaires de la période révolutionnaire du XX[e] siècle. Il aurait aussi bien pu évoquer ce grand savant que fut Lavoisier, victime d'une époque de feu et de fureur où un procureur a pu déclarer : « la République n'a pas besoin de savants ». Le mouvement progressiste n'est pas exempt de contradictions qui peuvent prendre des formes dramatiques. Galilée en est un exemple, après Giordano Bruno qui s' y est brûlé les ailes.

PAR JEAN SALEM*

Élections, piège à cons ? Que reste-t-il de la démocratie ?

La montée des suffrages pour l'extrême droite et le vote démocratique.

***JEAN SALEM** est philosophe, professeur à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Enfants, puis adolescents, et peut-être même jusqu'au début des années 1980, nous nous demandions comment des peuples pétris de culture, comment les Allemands, en particulier, avaient bien pu ne pas voir venir ce qui se fit, ce qui fut commis en leur nom avant et pendant la période de la seconde guerre mondiale. Cela servait, accessoirement, à modérer les ardeurs de ceux qui étaient tout prêts à se prosterner devant la moindre émotion populaire et, particulièrement, devant celles qui paraissaient signaler l'insatisfaction de telle ou telle fraction de la population dans les pays du « socialisme réel ». Et, par-dessus tout, cela donnait aux plus fins l'occasion de se remémorer chaque jour une évidence qui heurte, semble-t-il, le préjugé démocratique : les peuples peuvent se tromper. Et, par voie de conséquence, mal voter… Hitler (on peut, certes, le regretter) ne s'était pas emparé du pouvoir par un coup d'État !

À l'élection présidentielle de mars-avril 1932, il avait obtenu 2,75 millions de voix, ce qui représentait alors 37,3 % du corps électoral, mais il avait été battu, tout de même, par le maréchal Hindenburg.

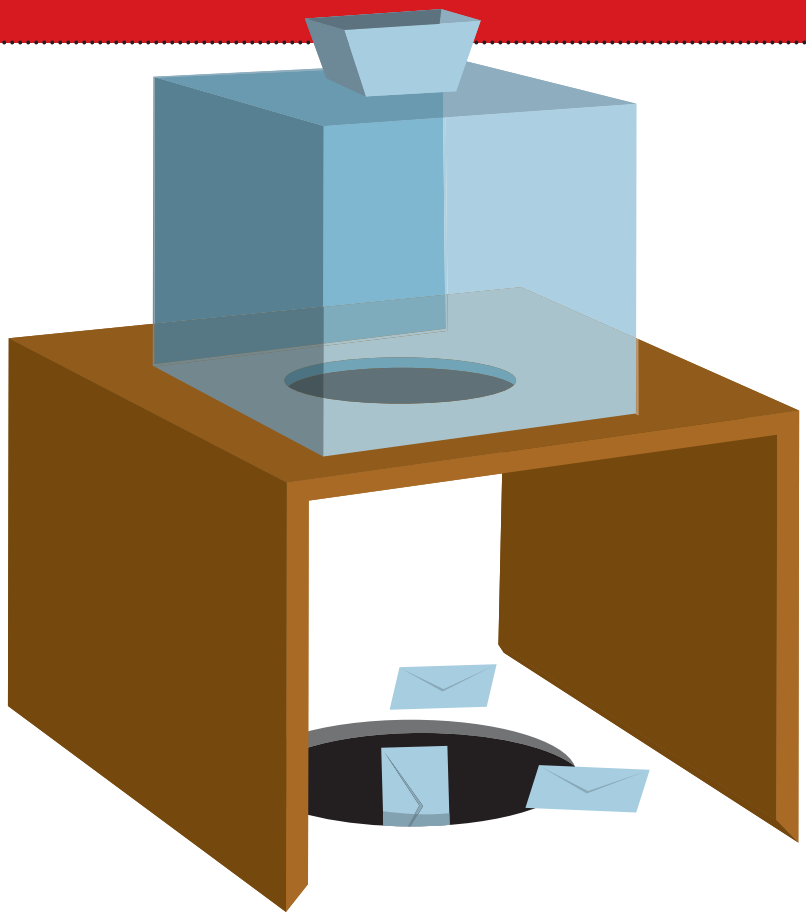
Dans un contexte pourtant marqué par de terribles violences causées par les bandes nationales-socialistes (on comptait des centaines de morts, dans les combats de rue que ces dernières avaient provoqués pendant le seul mois de juillet, en Prusse ainsi qu'à Altona, au nord de Hambourg), les élections du 31 juillet 1932 donnèrent également 37,3 % des voix au NSDAP.

RIEN NE DIT QUE LA MAJORITÉ A TOUJOURS RAISON

De façon bien plus générale, la marche toute prosaïque des régimes dits « représentatifs » conduit toute personne sensée à penser, avec Alexis de Tocqueville, que « ceux qui regardent le vote universel comme une garantie de la bonté des choix se font une illusion complète ». Le « vote universel », ajoutait Tocqueville, « a d'autres avantages, mais non celui-là » (De la démocratie en Amérique). Car rien ne dit que la majorité a toujours raison. Surtout lorsque la majorité est aussi évidemment fabriquée qu'elle l'est aujourd'hui. Sans parler de la masse immense de ceux qui ne jouent plus au jeu d'élections si souvent décevantes, déroutantes, ahurissantes, même. La tradition qui est mienne en philosophie a constamment allié, jusqu'au XVIII[e] siècle au moins, un très grand optimisme naturaliste à un pessimisme foncier en matière anthropologique. Pour le matérialisme d'Ancien Régime, pour l'épicurisme ancien comme pour les grands seigneurs libertins, il n'est nullement question d'imaginer que, de proche en proche, tout homme aura accès aux lumières de la raison, à l'apaisement des passions, à la sagesse et au bonheur. Les « déniaisés », comme ils se

> *« Les campagnes électorales, les bonnes intentions et les scrutins à venir suffiront-ils pour éviter à ceux qui militent à gauche, en ce XXI[e] siècle commençant, de finir dans des camps (ancien style) ou dans des stades (à la chilienne) »*

nommaient eux-mêmes, savent bien que la religion est un instrument du pouvoir d'État ; mais le peuple, prennent-ils le soin d'ajouter aussitôt, ne laisse pas d'y croire et d'en ignorer les ressorts. Bref, ce n'est qu'avec les Lumières, et a fortiori avec le comtisme, le marxisme et autres doctrines rationnelles datant du XIX[e] siècle, que s'est fait jour, parmi les tenants du matérialisme philosophique, l'idée d'une possible conversion de tous les humains de bonne volonté à des options politiques justes, morales et susceptibles d'apporter le bonheur à tous.



Et puis voici que nous y sommes : les héritiers du fascisme et du national-socialisme relèvent la tête en Europe… Ici, c'est un mouvement fondé par un ancien tortionnaire qui obtient, depuis plus de vingt ans, 10 à 18 % des suffrages exprimés. Ailleurs, le NPD, le Parti national démocratique allemand, obtient 9,2 % des voix lors des élections de 2004, en Saxe. Depuis 1986, les scores du très mal nommé Parti autrichien de la liberté (FPÖ) ne cessent d'augmenter lors des scrutins législatifs, jusqu'à atteindre 27 % des suffrages exprimés en 1999. Le FPÖ était alors la deuxième force politique d'Autriche. Après un tassement provisoire, il revint en force aux législatives de 2008, avec un score de 18 %, auquel doivent être ajoutés les 11 % de voix recueillies par l'Alliance pour l'Avenir de l'Autriche (BZÖ) – elle-même issue d'une scission du FPÖ : cela donne un total cumulé de 29 % des suffrages exprimés en faveur de l'extrême droite ! En Norvège aussi, le FrP, le Parti du progrès, s'est imposé comme la deuxième formation politique du pays, en obtenant 23 % des suffrages exprimés lors des élections législatives de 2009. Aux Pays-Bas, enfin, 17 % des suffrages se sont portés à l'extrême droite à l'occasion des élections européennes de juin 2009. Partout, ou presque, des gouvernements ne répugnant pas à passer des alliances avec l'extrême droite, voire à quémander son appui (Danemark, Hongrie) ; des gouvernements – généralement élus, certes, ou du moins venus au pouvoir du fait d'élections – confiant des portefeuilles de ministres à des racistes patentés ou à d'authentiques fascistes très fraîchement reconvertis en démocrates très sincères (Italie). Partout le danger encore-rampant-mais-si-peu du retour de la peste noire ou de l'avènement de ses avatars postmodernes (Belgique, Suisse).

> *« Ni les votes « utiles » ni les paniques sans grands lendemains des petits-bourgeois ne pourront faire office de rempart approprié contre ce qui vient ! »*

Bref, un problème peut désormais légitimement agiter nos neurones : les campagnes électorales, les bonnes intentions et les scrutins à venir suffiront-ils pour éviter à ceux qui militent à gauche, en ce XXIe siècle commençant, de finir dans des camps (ancien style) ou dans des stades (à la chilienne) ? D'autant que, comme me l'affirmait un étudiant au cours d'un oral assez décoiffant, « le capitalisme a un gros problème : il est allé trop loin ». Autant dire qu'il pourrait finir en apocalypse… Et que ni les votes « utiles » ni les paniques sans grands lendemains des petits-bourgeois ne pourront faire office de rempart approprié contre ce qui vient ! C'est en pensant à cela, surtout, c'est-à-dire au vacillement de notre civilisation, que je souhaiterais ici parler :

- de ce que j'appellerai volontiers l'actuel cirque électoral ;
- de la confiscation du pouvoir que ce cirque autorise et entretient sous nos yeux ;
- du régime d'élection ininterrompue dans lequel on fait vivre aujourd'hui le citoyen de démocraties épuisées, régime qui participe d'une période de crise suraiguë du capitalisme, d'une période d'anxiété et de troubles, d'une période qui sent l'avant-guerre. ■

Introduction du livre de Jean Salem *Élections, piège à cons ? Que reste-t-il de la démocratie ?*, Flammarion, collection Antidote.
Publiée avec l'aimable autorisation de l'auteur.

Par **Jean Vigreux***

Les communistes et le Front populaire

Revenir sur cette question tant débattue, c'est rendre compte à la fois des avancées historiographiques récentes liées à l'ouverture des archives du monde communiste, mais aussi des enjeux culturels et mémoriels de cette période féconde de 1934-1938. Comment ne pas voir dans le terme « Front de gauche » un écho ou une tentative de réification du Front populaire, un héritage assumé et revendiqué ?

***Jean Vigreux**
est professeur d'Histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté.
Il vient de publier *Le Front Populaire* (1934-1938), PUF, Coll. « Que-Sais-Je ? », 2011.

Alors que les partis communistes sont subordonnés totalement à Moscou et à l'Internationale communiste, cette irruption d'une alliance avec des « partis bourgeois » pour défendre la République face aux coups de force d'extrême droite, reste une expérience fondatrice, tant en France, qu'en Espagne ou au Chili. Il s'agit à la fois de défendre les libertés, mais surtout d'élargir la démocratie sociale et culturelle dans une période de crise économique sans précédent où les tensions internationales sont accrues par les politiques agressives des États fascistes ou autoritaires (guerre d'Éthiopie menée par les fascistes italiens ou menaces japonaises en extrême orient). Dans cette dynamique plurielle, le PCF joue un rôle moteur, fédérateur aux côtés d'autres forces politiques, syndicales et associatives. Pourtant, depuis le VI[e] Congrès de l'Internationale Communiste (IC), en 1928, le mouvement communiste qui avait envisagé la grande crise (grâce à E. Varga) prône une ligne très sectaire « classe contre classe » où tous les adversaires, y compris les socialistes sont considérés comme des traîtres, des fascistes... Mais l'onde de choc de l'arrivée d'Hitler au pouvoir en janvier 1933 change la donne. D'autant qu'en France, la III[e] République confrontée à la crise connaît une montée des ligues d'extrême-droite qui exploitent le désarroi ambiant (6 février 1934).

RAPPROCHEMENT ET RÔLE ACTIF DES COMMUNISTES

Le choc cumulé de ces événements ravive, au sein de la gauche, les lointains souvenirs de la République en danger. La première riposte est celle du PCF et de la CGTU qui organisent une manifestation le 9 février durement réprimée (6 militants communistes sont tués). À cette manifestation, les rangs communistes ont vu l'arrivée de militants socialistes : on en appelle alors au « front unique à la base ». La SFIO et la CGT, de leur côté, décident de manifester le 12 en province et à Paris. Le rôle moteur de la CGT est essentiel. À Paris, le PCF et la CGTU se joignent au cortège des « sociaux-traîtres ». Mais, en fin de manifestation, des militants des deux cortèges tonnent « Unité !, Unité ! ». Certes, les directions de la SFIO et du PCF campent sur leur méfiance réciproque, mais l'élan est donné.
Dans cette dynamique, certains dirigeants communistes interprètent dans un sens nouveau les principes du front unique prônés par l'IC. Il s'agit de : Renaud Jean, la figure paysanne du PCF, député de Marmande, directeur de l'organe *La Voix paysanne* ; Guy Jerram responsable de l'Association républicaine des anciens combattants, dirigeant du comité national de lutte contre la guerre et le fascisme et du comité Amsterdam-Pleyel ; et surtout du dirigeant, Jacques Doriot, député-maire de Saint-Denis.

> *« La première riposte est celle du PCF et de la CGTU qui organisent une manifestation le 9 février durement réprimée (6 militants communistes sont tués) »*

Les deux positions – alliance sans condition avec les socialistes et application du front unique à la base – ne peuvent plus être maintenues. Le PCF adopte, dans un premier temps, une tactique d'isolement de Doriot et de ses proches, puis Maurice Thorez prend contact avec la SFIO pour mener des actions communes antifascistes. Dès lors, le PCF, sous l'égide de Thorez, aidé par Eugen Fried, émissaire de l'IC, engage son parti sur la voie de l'unité.

Le déblocage de la situation est venu de Moscou avec le nouveau dirigeant de l'IC, Georges Dimitrov, depuis avril 1934. Ce communiste bulgare, accusé à tort par les nazis de l'incendie du Reichstag et sorti triomphalement de son procès, se retrouve propulsé au sommet de l'IC. Il infléchit la ligne politique en mettant l'accent sur la lutte antifasciste et la défense démocratique, repoussant la perspective révolutionnaire à plus tard.
L'alliance avec la SFIO en juillet 1934 scelle la première pierre de l'édifice. Puis à l'automne, Thorez s'adresse aux dirigeants radicaux qui rejoignent le rassemblement. Avec la consultation électorale de mai 1935, l'inscription du Front populaire devient tangible. Si de grandes villes sont gagnées par la SFIO, le PCF fortifie la « ceinture rouge » autour de Paris (26 mairies sur les 80 du département de la Seine) et double le nombre de municipalités qu'il dirige (passant de 150 municipalités communistes à 297).

DU VII[e] CONGRÈS DE L'IC À LA VICTOIRE DE 1936

Le 14 juillet 1935 symbolise au mieux cette dynamique où l'on prête serment au Front populaire en s'engageant, entre autres, à dissoudre les ligues factieuses. Cet élan est transporté à Moscou au VII[e] Congrès de l'IC (25 juillet-30 août 1935), où la délégation française donne le ton. Dimitrov lance alors officiellement la ligne de Front populaire antifasciste. Après de longues discussions, le programme commun préconisé par le PCF est adopté en janvier 1936 « Pour le pain, la paix et la liberté ». Le PCF, à l'aise dans cette campagne électorale dont il a dessiné la configuration, souhaite réconcilier la nation en s'appuyant sur l'héritage commun légué par la Révolution française (illustré par le discours radiodiffusé de Thorez dit de « la main tendue »).

Au soir du 1[er] tour, la progression du PCF est l'élément le plus neuf de cette élection. Il double presque ses voix tandis que la SFIO surclasse les radicaux. La progression communiste est générale et se concrétise dans les zones où le parti était déjà influent (région parisienne, Nord). Fait nouveau, le vote communiste s'affirme dans les villes du Sud-Est méditerranéen, du Var au Gard, en passant par les Bouches-du-Rhône. Il s'étend aussi dans certaines zones rurales (Lot-et-Garonne, Dordogne ou Haute-Vienne) reflétant une nouvelle physionomie de l'électorat. Au second tour, le PCF bénéficie de la dynamique unitaire passant de 10 députés à 72 ! Le groupe parlementaire animé par Jacques Duclos est désormais une composante essentielle de l'activité politique communiste sur le plan national. Dès les lendemains, Léon Blum propose aux communistes de rejoindre son futur gouvernement, mais ils ne participeront pas, malgré les efforts de Thorez, l'IC ayant mis son veto dès 1935.

> *« Une victoire électorale peut être accompagnée par un mouvement social sans précédent qui invite à « changer la vie »*

LE FRONT POPULAIRE À L'ÉPREUVE

Après la victoire, une vague de grève, avec occupations des usines, déferle sur le pays. Le mouvement social lié à la réunification syndicale de la CGT souligne les espoirs de la classe ouvrière et du PCF (le « ministère des masses », Paul Vaillant-Couturier). Débouchant sur des acquis sociaux sans précédent, ce mouvement renforce les adhésions au PCF.

Toutefois, l'histoire du Front populaire est marquée aussi par les divisions. Dès l'automne 1936, le PCF se démarque de la politique gouvernementale à propos de l'Espagne et des questions économiques. Il prend position en faveur d'une intervention active auprès de la république espagnole. Devant la Chambre des députés, Gabriel Péri dénonce une politique qui laisse le champ libre au fascisme international et ne sert pas à préserver la paix. Le parti organise l'envoi des Brigades internationales. En février 1937, lorsque Léon Blum annonce la « pause » c'est une nouvelle rupture. Mais de l'été 1937 au printemps 1938, le PCF apporte toujours son soutien aux gouvernements malgré la multiplication de ses critiques. Le gouvernement Daladier qui cède aux exigences allemandes lors de la conférence de Munich et qui donne satisfaction à la droite en revenant sur les conquêtes sociales, cautionne la répression de la grève générale du 30 novembre 1938.

Malgré tout, le PCF se veut le champion de l'unité et défend les réalisations du Front populaire. Deux camps s'affrontent à gauche ceux qui restent pacifistes et ceux qui par antifascisme sont dénoncés comme des bellicistes et « agents de l'étranger ». Gardien du Front populaire, le PCF réactive à l'occasion du 150[e] anniversaire de la Révolution française en 1939, l'idéal de 1936. Toutefois, il doit se plier au pacte germano-soviétique…

UNE BOUSSOLE ?

Cette période fondatrice marque durablement la vie politique et celle du PCF, qui rencontre définitivement la nation. La presse du parti connaît une embellie : *L'Humanité* tire parfois à 700 000 exemplaires, sans oublier *Regards*, ni *La Terre* lancée en 1937 par Waldeck Rochet. Dorénavant, « L'Internationale » se chante avec « La Marseillaise », le drapeau rouge est associé au drapeau bleu blanc rouge fusionnant l'héritage de la Révolution de 1789-1793 avec celui du mythe d'Octobre 1917.

La Résistance permet de renouer avec l'élan antifasciste et conduit au programme du CNR. Ainsi, il me semble judicieux de penser le Front populaire dans le cadre de chronologies emboîtées, débouchant sur l'élargissement du modèle républicain à la démocratie sociale après la Libération. Cette expérience originale ne doit pas conduire à une certaine nostalgie béate, mais peut rester boussole : une victoire électorale peut être accompagnée par un mouvement social sans précédent qui invite à « changer la vie »… ■

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

PAR **NICOLAS LEBRUN**

L'accessibilité c'est dépassé, vive la proximité !

Quand le commerce devient un outil au service de la ville durable

NICOLAS LEBRUN est maître de conférences en géographie à l'université Lille Nord de France, Artois.

À partir des années 1970, le développement des grandes surfaces s'accompagne d'un discours de stigmatisation opposant le petit commerce et la grande distribution. Dès 1973, la loi Royer se veut être la loi de défense du petit commerçant face à l'immixtion de géants. Pour autant, le développement des entrées de ville, se poursuit à un rythme soutenu depuis lors. On dénonce alors, notamment à des fins électoralistes, le déclin des centres-villes alors que ce sont principalement les commerces de proximité dans les quartiers qui disparaissent. Le centre-ville, en effet, semblait alors condamné ne pouvant lutter à armes égales face à cette révolution commerciale : nouveaux formats de vente et offre élargie, accessibilité aisée en automobile. La démocratisation automobile, amorcée par les Trente Glorieuses, devient l'élément clef des localisations commerciales : il convient avant tout d'être accessible en auto, et les nouveaux centres commerciaux sont situés à proximité des rocades et autres pénétrantes urbaines.

UNE ÉVOLUTION DES RAPPORTS À LA MOBILITÉ

Aujourd'hui, la donne a changé. La grande distribution n'est plus perçue comme une immixtion fâcheuse. Un retour au *statu quo ante* semble impossible, tant l'habitude de fréquenter les grandes surfaces est désormais ancrée. De même, opposer commerce traditionnel indépendant de centre-ville et grande distribution périphérique semble anachronique : cela fait bien longtemps que les franchisés et autres enseignes nationales sont tout autant présents en hypercentre qu'en entrée de ville.

Pour autant, s'il n'y a pas de réelle nouvelle révolution commerciale – la révolution du commerce en ligne ne semblant pas à même de changer drastiquement nos équilibres commerciaux – notre façon de vivre la ville évolue au point de faire évoluer notre rapport aux lieux de consommation. D'un enjeu purement économique et politique, on glisse vers un enjeu de société. Notamment parce que c'est notre rapport à la mobilité qui change : nous n'exigeons plus que nos lieux d'achats soient accessibles, nous exigeons qu'ils s'inscrivent de la façon la plus neutre possible dans nos pratiques de mobilités quotidiennes et hebdomadaires.

Nous n'avons jamais été aussi mobiles mais nous voulons choisir nous-même notre façon de nous déplacer. Nous n'avons jamais été aussi mobiles notamment parce que nos chaînages de déplacements se complexifient. Mais nous voulons rationnaliser « à la carte » nos déplacements : faire ses achats n'est plus à soi seul un motif de déplacement suffisant. Soit le déplacement marchand se doit d'apporter autre chose, soit celui-ci se doit d'être réduit au maximum pour nous permettre de répondre à nos autres motifs de mobilité. La proximité redevient alors un enjeu d'urbanité.

Nous adoptons des comportements éco-responsables lorsque l'offre de mobilité est moderne et adaptée. Si nous sommes plus mobiles, dans un même temps – et ceci peut sembler paradoxal – notre rapport à la mobilité est plus marqué par les mobilités dites « douces ». Nous prenons davantage les transports en commun ou nous marchons davantage, pas nécessairement par souci écologique mais parce que le tramway ou le vélo participe à un nouveau style de vie, influencé par les pays nordiques ou germaniques. Les transports propres sont tout autant des marqueurs de modernité que des progrès environnementaux.

LA PROXIMITÉ, UN ENJEU DE DÉVELOPPEMENT

De fait, la proximité, passée de mode il y a trente ans, redevient un enjeu de développement urbain. On lui trouve toutes les qualités. La proximité permet de maintenir la mixité fonctionnelle, ciment social et garant de la qualité urbaine de nos espaces de vie : et quoi de mieux que le commerce pour faire vivre un espace public ? La proximité permet de se donner une conscience éco-responsable : elle chasse le besoin de véhicules automobiles ou permet de lui accorder un rôle moins exclusif (cf. photo 1). Elle permet de satisfaire aux enjeux de la ville durable, que les urba-

Navette électrique du service Riponne Express, assurant depuis 1999 la livraison gratuite des courses des trois grands magasins du centre piétonnier de Lausanne jusqu'au parking de la Riponne. Place de la Palud, Lausanne (Suisse). © Nicolas Lebrun - Février 2012.

nistes s'accordent à vouloir compacte. Quant au commerçant, il y voit le moyen d'investir de nouveaux territoires et d'y développer de nouveaux concepts. L'acteur marchand se doit de réinventer le commerce afin de s'inscrire au mieux dans les territoires de la ville. L'ancienne supérette devient espace de vente gentrifié, adapté au mode de vie d'un citadin en perpétuel mouvement ; la gare ou la station de métro se voit réinvestie par le commerce, sur le modèle de ce qui se pratique plus volontiers au Japon ou même dans certains pays européens (cf. photo 2).

Mais il y a deux façons d'envisager la proximité : être au cœur de nos lieux de vie, ou concentrer l'activité marchande en des lieux dédiés ouverts à d'autres perspectives. En soi la concentration marchande permet, aux dires de ses promoteurs, de rationaliser les déplacements : en caricaturant, se rendre au centre commercial régional en automobile serait alors un acte éco-responsable. Sauf que cela revient à légitimer le déplacement par le seul acte d'achat, ce qui en soi ne permet pas de l'inscrire de façon efficiente dans nos schémas de mobilité pluriels. Le fait que les centres commerciaux se repensent autour de la dimension « plaisir » permet en revanche d'en faire un produit social tout autant que mercantile : le développement de complexes ludo-commerciaux ou des centres commerciaux « concepts », qui allient qualité architecturale, durabilité, diversité des activités et approches thématiques (la famille, les marques, etc.) s'inscrit pleinement dans ce renouveau d'une offre plus adaptée aux besoins d'aujourd'hui, dans lequel le citoyen se refuse à être perçu comme simple consommateur.

DES POLITIQUES DE LA VILLE EN DÉCALAGE

Pour autant, si tous les voyants sont au vert, cette nouvelle révolution des pratiques de mobilités tarde à se mettre en place notamment dans notre pays. La France a davantage été marquée, par rapport aux autres pays européens, par la révolution commerciale des années 1970 : le chemin à parcourir n'en est que d'autant plus grand. Si la réflexion des acteurs de la distribution semble amorcée, les éléments de mise en œuvre dans le cadre des politiques de la ville semblent timides. Ainsi, les autorisations d'implantation périphérique en France atteignent des niveaux toujours très élevés, notamment parce que les commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC) ne refusent que très peu de dossiers. Leurs buts et leur composition depuis la loi LRU de 2008, l'expliquent très largement : elles sont majoritairement constituées d'élus plus sensibles à la dimension économique (quel élu ne serait pas sensible à quelques promesses d'emplois supplémentaires sur son territoire ?) qu'à la dimension développement durable (pour l'essentiel réduite à l'effort d'isolation des bâtiments) ou à la dimension aménagement du territoire (au nom de la libre concurrence). En effet, malgré ce vernis « développement durable », le fonctionnement de ces structures, pourtant maintes fois modifiées, s'inscrit dans le prolongement de la loi Royer de 1973, pensée dans un tout autre contexte.

D'autres pays ont fait des choix plus novateurs : en Suisse, le critère nombre de places de stationnement demandées est primordial dans le dossier de demande d'implantation : cela a pour effet de sanctionner les nouveaux projets périphériques sans affecter les centralités traditionnelles, même si cela a pour autre effet de changer la nature de l'offre : davantage de demandes de petites et moyennes surfaces y compris alimentaires (plus de *hard-discount* et moins d'hypermarchés). Mais l'intention est là.

Dès lors, la fonction commerciale dispose désormais des potentialités pour s'inscrire pleinement dans les enjeux de la ville. Reste à donner les moyens à la politique de la ville de rapprocher ces éléments trop longtemps opposés que sont la ville durable et la fonction marchande. ■

Earl's Court Station dans l'ouest de Londres (Royaume-Uni). Entrée principale sur Earl's Court Road. © Nicolas Lebrun - Février 2007.

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une actualité scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Par **Léo COUTELLEC***

La démocratie épistémique comme condition d'une science citoyenne

La démocratisation des rapports entre science et société ne se fera pas sans une démocratisation de la science elle-même.

De nouveaux rapports entre sciences et éthiques (2/3)[1]

***Léo COUTELLEC** est docteur en philosophie des sciences à l'INSA de Lyon – EVS-ITUS (UMR 5600)

Dans un précédent texte, nous postulions que les appels à une science citoyenne et participative, auxquels nous nous associons, ne trouveront leur pertinence que s'ils s'accompagnent d'une mise en œuvre effective des conditions d'une démocratie épistémique ; en d'autres termes, que la démocratisation des rapports entre science et société ne se fera pas sans une démocratisation de la science elle-même. Nous esquissions une première condition : le pluralisme épistémique. Ce dernier concept implique l'identification et la reconnaissance de la matérialité plurielle constitutive de la démarche scientifique. Nous avons constaté, à l'occasion de l'exemple des organismes génétiquement modifiés, la portée pratique d'une telle hypothèse pour la tenue des débats sur les objets des sciences et des techniques contemporaines.

Il nous faut maintenant avancer une seconde condition : celle qui consiste à établir de nouveaux rapports entre sciences et éthiques. Les réflexions à propos de ces rapports sont souvent très mal engagées car elles reposent toutes sur deux postulats assez problématiques qui font système : la neutralité axiologique de la science et la suffisance d'une éthique de la science. Dans un premier temps, nous allons argumenter en faveur d'une impossibilité de soutenir ces deux postulats afin de dégager, dans un second temps, les contours d'une éthique susceptible de s'engager auprès des sciences dans des rapports de construction démocratique.

L'IMPOSSIBLE NEUTRALITÉ AXIOLOGIQUE DE LA SCIENCE

La présence dans les sciences de valeurs épistémiques est la démonstration la plus évidente de l'impossible neutralité axiologique des sciences. Toutefois, la question des valeurs considérées comme non épistémiques est plus difficile. Elle a été mise sur le devant de la scène, en philosophie des sciences, par le mouvement féministe. Quelques fois appelée « épistémologie libératrice », cette philosophie des sciences féministe entend redonner une place à la question axiologique au sein de l'espace épistémique et contraste avec ce que certains auteurs appellent une « épistémologie de l'ignorance » qui ne permettrait pas de faire de la place pour l'expression de toutes les voix (de toutes les voies). Historiquement, ces travaux ont montré que « les idées classiques de raison et de connaissance ont régulièrement accueilli, sinon renforcer, les divisions sociales injustes, en particulier celles liées au sexe, à la race et aux classes ». Ils participent de la critique du positivisme logique et de la représentation selon laquelle la science serait exclusivement indépendante des valeurs (*value-free science*). Ils ont donc joué un rôle important dans le développement des arguments suggérant que les valeurs habituellement considérées comme non-épistémiques ne peuvent pas être éliminées des pratiques épistémiques, mais qu'au contraire ces valeurs doivent être explicitées et peuvent avoir un rôle de légitimité épistémique. Il persiste toutefois une difficulté à circonscrire ces valeurs et à évaluer leur impact sur la robustesse de la connaissance. L'équité, le bien-être, la justice sociale, la soutenabilité écologique, etc. sont des valeurs importantes que la science ne saurait ignorer si elle veut continuer à être vecteur d'émancipation humaine tout comme elle se doit de se défaire de valeurs réactionnaires ou inégalitaires. Mais le chemin semble difficile entre une conception positiviste de la science n'admettant que des valeurs épistémiques et défendant une neutralité axiologique radicale et une conception relativiste qui concèderait à tout type de valeurs non-épistémiques une place de choix dans la démarche scientifique. L'un des enjeux épistémologiques actuels peut donc être formulé ainsi : comment ne pas exclure du processus épistémique les valeurs éthiques, sociales et contextuelles tout en maintenant un concept de science robuste ne se diluant pas dans une posture relativiste ?

Devant l'ampleur de cet enjeu, une réponse de compromis semble avoir été trouvée dans le développement de ce que l'on appelle les éthiques de la science qui, sans remettre en cause la neutralité axiologique

de celle-ci, lui impose une morale sur plombante pour contrôler ses procédures et juger ses productions.

UNE ÉTHIQUE DE LA SCIENCE NÉCESSAIRE MAIS NON SUFFISANTE

Toutes les tentatives pour définir une éthique de la science ou une éthique scientifique partent de ce postulat d'une science axiologiquement neutre. Autrement dit, c'est précisément parce que l'on cherche à exclure dans les sciences toute influence de valeurs non-épistémiques que la nécessité d'une éthique de la science est avancée. Cette éthique de la science n'est toutefois pas tant une éthique mais plutôt une morale de la science ou une déontologie scientifique qui se caractérise classiquement par des appels au respect des règles, principes et protocoles que la communauté scientifique se donne et se présente souvent sous le terme d'intégrité scientifique. Une conception que l'on retrouve

> *« L'équité, le bien-être, la justice sociale, la soutenabilité écologique, etc. sont des valeurs importantes que la science ne saurait ignorer si elle veut continuer à être vecteur d'émancipation humaine »*

par exemple chez les signataires de l'appel pour le respect des travaux sur le changement climatique lancé en réaction aux propos de ce que l'on appelle les climato-septiques. Cet appel exprimait la nécessité pour les pouvoirs publics de reconnaître l'intégrité des travaux scientifiques sur le climat qui se basent sur les principes d'une « éthique scientifique » caractérisée principalement par des processus critiques de relecture, de vérification et de publication des résultats. À cela, nous pourrions ajouter l'absence de conflits d'intérêt qui devient primordial aujourd'hui et qui peut prendre la forme d'appels pour une déontologie de l'expertise, ainsi que la volonté de prévenir la fraude scientifique. À notre avis, ces différents aspects sont fondamentaux. Ils constituent inévitablement un socle commun pour les démarches scientifiques, garant d'une partie de la qualité des productions et d'une forme de collégialité de la recherche scientifique par la diffusion systématique des résultats et par des principes organisationnels de validation. Mais nous constatons qu'il manque un aspect important du problème. Celui-ci a été identifié et argumenté par la philosophe des sciences J. Kourany lorsqu'elle fait remarquer que, malgré la multiplication des codes éthiques, des codes de bonnes conduites, des chartes de déontologie, etc., il n'est jamais explicité la façon dont les scientifiques ont à faire face aux confits entre responsabilités épistémiques et responsabilités éthiques. Plus largement, toutes ces éthiques de la science laissent intact le concept de science, elles agissent sur la science prise comme un fait. L'éthique, comprise de cette façon, ne peut être considérée comme suffisante au risque d'agir comme une morale surplombant la science contrôlant ses procédures ou intervenant a posteriori pour limiter ou juger ses productions. En cela, elle ne se présente pas comme une issue positive pour une prise en compte mesurée de valeurs non-épistémiques dans les sciences. Pour ce faire, nous pensons qu'il est nécessaire de repenser le statut et la place de l'éthique, non plus à propos ou autour des sciences mais aux cœur des sciences.

POUR UNE ÉTHIQUE GÉNÉRIQUE INSCRITE AU CŒUR DES SCIENCES

De façon classique, l'éthique n'est pas considérée comme un savoir et encore moins comme une science car elle ne pourrait prétendre à l'autonomie. Nous postulons le contraire. Qu'il s'agisse d'un appel des scientifiques, d'une demande sociale ou d'une orientation politique, l'intervention de l'éthique dans les sciences et les techniques nécessite en premier lieu de caractériser précisément les conditions de son autonomie. Pour ce faire, il s'agit en premier lieu de clarifier les motifs de convocation de l'éthique pour lutter contre son instrumentalisation. Comment concevoir l'éthique pour qu'elle ne soit considérée ni comme un alibi, ni comme un ustensile, ni comme une prothèse, ni comme « justificatrice » de toute innovation scientifique ou technique ni comme une « nouvelle morale » qui imposerait ses normes a priori ? Nous pensons que l'éthique devrait intervenir le plus tôt possible dans les processus d'élaboration d'une connaissance ou d'un objet, comme espace de savoir autonome. Il nous est impossible dans ce texte de donner les contours de cet espace. Nous pouvons toutefois caractériser le mode d'intervention d'une telle éthique dans les sciences. Selon nous, l'enjeu n'est pas de construire une éthique de la science ou une éthique scientifique – nous en avons esquissé les limites – mais plutôt une dimension autonome dont le mode d'intervention et la portée permettent de ré-évaluer les rapports entre sciences et éthiques. Nous donnons le nom d'éthique générique à ce projet. Nous transformons le concept d'éthique à l'aide du générique, qualificatif que nous empruntons au philosophe François Laruelle. La généricité de l'éthique se caractérise par sa capacité à intervenir sur des espaces hétérogènes de savoirs sans jamais dépendre complètement de l'un de ces savoirs. Ainsi, l'éthique générique n'est ni une éthique appliquée ni une éthique absolument théorique mais plutôt une multiplicité de démarches expérimentales composant avec tous les ingrédients de la réflexion éthique. La force du générique est une force d'intervention neutre et non-autoritaire d'un savoir dans un autre savoir considéré comme étranger. Cela se fait selon une logique cumulative et non substitutive. L'éthique ne cherche pas à se substituer à la science ou à la limiter mais plutôt à s'y additionner comme savoir. Un de ses usages est de permettre de faire valoir, au cœur des sciences, des valeurs comme le pluralisme, la coopération ou encore l'engagement qui forment la matrice de la communalité propre aux sciences, à savoir cette capacité à créer un monde commun. L'éthique en tant que savoir sera mise à contribution pour donner à ces valeurs une dimension épistémique. Quelques exemples récents nous permettent d'illustrer cette posture de l'éthique dans les sciences.

L'éthique générique est donc une contribution pour une science de l'Homme et selon l'Homme. Dans un troisième texte, nous approfondirons cette dimension intrinsèquement éthique des sciences en abordant la question du temps.

1) Ce texte fait suite à un premier article publié dans le numéro de janvier 2012 de la *Revue du Projet.*

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES

Patrice Bessac
Repsonsable national du Projet
projet@pcf.fr

Stéphane Bonnery
Formation/Savoirs, éducation recherche
stephane.bonnery@wanadoo.fr

Nicolas Bonnet
Sport
nbonnet@pcf.fr

Hervé Bramy
Écologie
hbramycg93@wanadoo.fr

Ian Brossat
Sécurité
ian.brossat@paris.fr

Laurence Cohen
Droits des femmes/Féminisme
cohenperdrix@gmail.com

Xavier Compain
Agriculture/Pêche
jyoudom@pcf.fr
ssimonin@pcf.fr

Olivier Dartigolles
Europe
odartigolles@pcf.fr

Yves Dimicoli
Économie Finances
ydimicoli@pcf.fr

Jacques Fath
Relations internationales, paix et désarmement
jfath@pcf.fr

Olivier Gebhurer
Enseignement supérieur et recherches
olivier.gebhurer@wanadoo.fr

Jean-Luc Gibelin
Santé Protection sociale
jean-luc.gibelin@orange.fr

Isabelle De Almeida
Jeunesse
isabelle.dealmeida@numericble.fr

Fabienne Haloui
Lutte contre racisme, antisémitisme et discriminations
fabienne.haloui@orange.fr

Alain Hayot
Culture
ahayot@pcf.fr ou
ahayot@regionpaca.fr

Valérie Goncalves
Énergie
val.goncalves@free.fr

Jean-Louis Le Moing
Dom-tom
jllemoing@pcf.fr

Danièle Lebail
Services Publics et solidarités
danielle.lc@wanadoo.fr

Isabelle Lorand
Libertés et droits de la personne
liberte@pcf.fr

Sylvie Mayer
Economie sociale et solidaire
mayersy@wanadoo.fr

Catherine Peyge
Droit à la ville, logement
catherine.peyge@ville-bobigny.fr

Gérard Mazet
Transports
gmazet@pcf.fr

Eliane Assassi
Quartiers populaires et libertés
elianeassassi.contact@gmail.com

Richard Sanchez
LGBT
rsanchez@pcf.fr

Véronique Sandoval
Travail
sandoval_ve@yahoo.fr

Jean-François Téaldi
Droit à l'information
jean-francois.tealdi@francetv.fr

Nicole Borvo
Institutions, démocratie, justice
mdagorn@pcf.fr

Jean-Marc Coppola
Réforme des collectivités locales
jmcoppola@regionpaca.fr

Jérôme Relinger
Révolution numérique et société de la connaissance
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *CommunisteS* du 22 septembre 2010

L'ÉQUIPE DE LA REVUE

Partice Bessac
Responsable de la Revue

Guillaume Quashie-Vauclin
Responsable adjoint

Noëlle Mansoux
Secrétaire de rédaction

Amar Bellal
Sciences

Gérard Streiff
Combat d'idées

Marine Roussillon
Pages critiques

Nicolas Dutent
Communisme en question

Alain Vermeersch
Revue des médias

Corinne Luxembourg
Territoires

Côme Simien
Histoire

Renaud Boissac
Collaborateur

Anne Bourvic
Regard

Frédo Coyère
Mise en page graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.